

Zeitschrift: Jahrbuch des Unterrichtswesens in der Schweiz
Band: 4/1890 (1892)

Artikel: Hochschulen
Autor: [s.n.]
DOI: <https://doi.org/10.5169/seals-6586>

Nutzungsbedingungen

Die ETH-Bibliothek ist die Anbieterin der digitalisierten Zeitschriften. Sie besitzt keine Urheberrechte an den Zeitschriften und ist nicht verantwortlich für deren Inhalte. Die Rechte liegen in der Regel bei den Herausgebern beziehungsweise den externen Rechteinhabern. [Siehe Rechtliche Hinweise.](#)

Conditions d'utilisation

L'ETH Library est le fournisseur des revues numérisées. Elle ne détient aucun droit d'auteur sur les revues et n'est pas responsable de leur contenu. En règle générale, les droits sont détenus par les éditeurs ou les détenteurs de droits externes. [Voir Informations légales.](#)

Terms of use

The ETH Library is the provider of the digitised journals. It does not own any copyrights to the journals and is not responsible for their content. The rights usually lie with the publishers or the external rights holders. [See Legal notice.](#)

Download PDF: 17.05.2025

ETH-Bibliothek Zürich, E-Periodica, <https://www.e-periodica.ch>

werden. (Bibliothek und Lesezimmer bleiben während der Revision geschlossen. Vergl. § 17.)

§ 24. Zuwiderhandlungen gegen dieses Reglement können von der Erziehungsdirektion mit Ordnungsbussen von Fr. 2 bis Fr. 5 und mit zeitweisem oder gänzlichem Entzug des Rechtes zur Benützung der Bibliothek geahndet werden.

§ 25. Durch diese neue Benützungsordnung treten die Abschnitte III und IV (Benützung und Revision der Bibliothek), d. h. die §§ 24 bis 48 des Reglementes für die Kantonsbibliothek vom 16. Januar 1888 ausser Kraft.

VII. Hochschulen.

38. 1. Loi sur l'instruction publique supérieure à l'Université de Lausanne. (Canton de Vaud.) (Du 10 mai 1890.)

Chapitre premier. Dispositions générales. — Objets d'études. — Enseignement.

Art. 1^{er}. L'Université a pour but de préparer aux carrières qui exigent une instruction supérieure, d'entretenir dans le pays une culture scientifique et littéraire, et de concourir au développement de la science en général.

Art. 2. L'Université est placée au chef-lieu du canton. Elle est à la charge de l'Etat.

Art. 3. L'Université comprend: 1^o Une faculté de théologie protestante. 2^o Une faculté de droit. 3^o Une faculté de médecine. 4^o Une faculté des lettres. 5^o Une faculté des sciences.

La faculté des sciences se divise en trois sections:

- a. La section des sciences mathématiques, physiques et naturelles.
- b. La section des sciences pharmaceutiques, soit Ecole de pharmacie.
- c. La section des sciences techniques, soit Ecole d'ingénieurs.

Art. 4. Les principaux objets d'enseignement de la faculté de théologie sont: 1^o La théologie exégétique de l'Ancien Testament. 2^o La théologie exégétique du Nouveau Testament. 3^o La théologie historique. 4^o La théologie systématique. 5^o La théologie pratique.

Art 5. Les principaux objets d'enseignement de la faculté de droit sont: 1^o L'encyclopédie du droit. 2^o La philosophie du droit. 3^o L'histoire du droit. 4^o Le droit romain. 5^o Le droit civil. 6^o La procédure civile. 7^o Le droit commercial. 8^o Le droit industriel. 9^o Le droit public. 10^o Le droit administratif. 11^o Le droit pénal. 12^o La procédure pénal. 13^o Le droit international. 14^o La législation comparée. 15^o Les sciences sociales et politiques. 16^o La médecine légale.

Art. 6. Les principaux objets d'enseignement de la faculté de médecine sont: 1^o L'anatomie. 2^o L'embryologie. 3^o L'histologie. 4^o La physiologie. 5^o L'anatomie et la physiologie pathologique, la bactériologie. 6^o La pathologie interne et la clinique médicale. 7^o La pathologie externe et la clinique chirurgicale. 8^o La médecine opératoire. 9^o L'obstétrique. 10^o La gynécologie. 11^o L'ophtalmologie. 12^o La psychiatrie. 13^o Les maladies vénériennes et cutanées. 14^o La médecine légale. 15^o La toxicologie. 16^o L'hygiène. 17^o La thérapeutique. 18^o La matière médicale. 19^o La chimie physiologique et pathologique. 20^o L'histoire de la médecine.

Art. 7. Les principaux objets d'enseignement de la faculté des lettres sont: 1^o La langue et la littérature françaises. 2^o La philologie romane. 3^o Les langues et les littératures des peuples du Midi. 4^o La langue et la littérature allemandes. 5^o Les langues et les littératures des peuples du Nord. 6^o La langue et la littérature latines; les antiquités romaines. 7^o La langue et la littérature grecques; les antiquités grecques. 8^o Les langues et les antiquités orientales. 9^o La philosophie, l'histoire de la philosophie et la philosophie du droit. 10^o L'histoire et les sciences auxiliaires de l'histoire. 11^o Les sciences sociales et politiques. 12^o La pédagogie.

Art. 8. Les principaux objets d'enseignement de la faculté des sciences sont les suivants dans chacune des sections :

A. *Section des sciences mathématiques, physiques et naturelles.* 1^o Le calcul infinitésimal et la théorie des fonctions. 2^o La géométrie pure et appliquée. 3^o La mécanique rationnelle et appliquée. 4^o L'astronomie. 5^o La physique mathématique. 6^o La physique expérimentale. 7^o La météorologie. 8^o La chimie inorganique. 9^o La chimie organique. 10^o La chimie analytique. 11^o La minéralogie. 12^o La pétrographie. 13^o La géologie. 14^o La paléontologie. 15^o La botanique. 16^o La zoologie et l'anatomie comparée. 17^o L'anatomie et la physiologie générales. 18^o L'hygiène. 19^o La microscopie. 20^o La géographie.

B. *Section des sciences pharmaceutiques, soit Ecole de pharmacie.* 1^o La physique. 2^o La météorologie. 3^o La chimie inorganique. 4^o La chimie organique. 5^o La chimie analytique. 6^o La chimie industrielle. 7^o La chimie pharmaceutique. 8^o La chimie biologique. 9^o La toxicologie. 10^o La minéralogie. 11^o La pétrographie. 12^o La géologie. 13^o La botanique générale et systématique. 14^o La botanique pharmaceutique. 15^o La zoologie et l'anatomie comparée. 16^o L'anatomie et la physiologie générales. 17^o La microscopie. 18^o La pharmacognosie. 19^o La pharmacie. 20^o L'hygiène.

C. *Section des sciences techniques, soit Ecole d'ingénieurs.* 1^o Le calcul différentiel et intégral. 2^o La géométrie descriptive et ses applications. 3^o La géométrie analytique. 4^o La géométrie de position. 5^o La statique graphique. 6^o La mécanique théorique. 7^o La mécanique industrielle. 8^o La physique expérimentale. 9^o La physique industrielle. 10^o L'électrotechnie. 11^o Les travaux publics. 12^o L'architecture. 13^o La géodésie. 14^o La topographie pratique. 15^o La chimie organique et inorganique. 16^o La chimie analytique. 17^o La chimie industrielle. 18^o La métallurgie de fer. 19^o La géologie et la minéralogie techniques. 20^o Le dessin technique. 21^o La législation et la comptabilité industrielles.

Art. 9. L'enseignement universitaire comprend :

- a. Des cours théoriques et pratiques.
- b. Des conférences et des exercices faits par les étudiants.
- c. Des travaux pratiques (laboratoires).
- d. Des excursions scientifiques.

Art. 10. Il y a trente-six chaires de professeurs ordinaires, savoir : cinq pour la faculté de théologie ; sept pour la faculté de droit ; sept pour la faculté de médecine ; sept pour la faculté des lettres ; dix pour la faculté des sciences.

Il y a à la faculté de médecine et à la faculté des sciences le nombre nécessaire d'assistants et de préparateurs ; il y a en outre à l'Ecole d'ingénieurs un chef des travaux graphiques.

Art. 11. Les règlements déterminent les objets d'étude qui appartiennent à chaque chaire.

L'enseignement des objets qui ne rentraient pas dans cette distribution sera donné par des professeurs extraordinaires.

Des professeurs extraordinaires pourront en outre être chargés de cours, même sur des objets traités par des professeurs ordinaires.

Art. 12. Des cours libres peuvent être ouverts à l'Université. Les règlements déterminent à quelles conditions ces cours sont donnés.

Art. 13. La distribution et le nombre des heures consacrées aux divers cours sont fixés par un programme. — Ce programme est semestriel, établi par l'Université et soumis à l'approbation du Département de l'Instruction publique et des Cultes.

Chapitre II. Des professeurs.

Art. 14. L'enseignement universitaire est donné par les professeurs ordinaires, des professeurs extraordinaires et des privat-docents.

Art. 15. Les professeurs ordinaires ne peuvent remplir aucune autre fonction publique rétribuée par l'Etat ou les communes. Toutefois ils peuvent être chargés de missions temporaires, ou d'emplois qui sont directement en rapport avec leur enseignement.

Ils ne peuvent donner des cours ou des leçons dans d'autres établissements sans l'autorisation du Département de l'Instruction publique et des Cultes.

Art. 16. Les professeurs de l'Université peuvent être tenus, chacun dans sa spécialité, de donner des leçons dans d'autres établissements cantonaux d'instruction publique.

Art. 17. Les professeurs ordinaires peuvent être tenus de donner jusqu'à quinze heures de cours par semaine, y compris leur enseignement dans d'autres établissements cantonaux.

Art. 18. Le traitement des professeurs ordinaires est fixé, par le Conseil d'Etat, dans les limites de fr. 4000 à fr. 5000. Dans cette somme peuvent être compris les traitements payés aux professeurs pour les emplois qui sont directement en rapport avec leur enseignement. Il leur est alloué une part de la finance de leurs cours.

Dans les cas exceptionnels, le Conseil d'Etat peut porter ce traitement au double du minimum.

Art. 19. Lorsqu'une place de professeur est vacante, le Conseil d'Etat la repourvoit en s'adressant aux hommes avantagement connus par des travaux ou par des cours publics sur l'objet à enseigner. L'avis de l'Université est requis; ainsi que celui de la commission synodale lorsqu'il s'agit d'un professeur de la faculté de théologie.

Art. 20. Le Conseil d'Etat peut aussi procéder à la repourvue par voie de concours. Dans ce cas le Département de l'Instruction publique et des Cultes annonce la vacance trois mois avant l'époque où la nomination doit avoir lieu.

Art. 21. Un jury composé de sept membres choisis par le Conseil d'Etat, qui en désigne le président, examine les titres des candidats. Il décide s'il y a lieu ou non de faire subir aux postulants des examens publics dont la forme est déterminée par le règlement.

Lorsqu'il s'agit de la nomination d'un professeur de la faculté de théologie, deux membres du jury sont désignés par la Commission synodale.

Art. 22. Le jury fait un rapport détaillé sur l'examen des titres ou sur les épreuves subies par les candidats.

Il donne son préavis.

Art. 23. Les professeurs sont nommés par le Conseil d'Etat parmi les candidats déclarés éligibles.

Si le Conseil d'Etat juge qu'il n'y a pas lieu de nommer, il peut provoquer un nouveau concours ou pourvoir provisoirement à l'enseignement.

Art. 24. Le Conseil d'Etat détermine le traitement et la durée des fonctions des professeurs extraordinaires.

Art. 25. Lorsqu'un professeur est momentanément empêché de remplir ses fonctions, le Conseil d'Etat pourvoit à l'enseignement aux frais de ce professeur.

Toutefois, si le professeur est empêché de remplir ses fonctions pour cause de maladie ou pour toute autre cause indépendante de sa volonté, il est pourvu à l'enseignement aux frais de l'Etat.

Si l'empêchement est de nature à se prolonger, il peut y avoir lieu à l'application de l'art. 28.

Art. 26. Toute plainte contre un professeur doit être portée au Département de l'Instruction publique, qui, après avoir entendu le plaignant et l'inculpé, prononce, sauf recours au Conseil d'Etat.

Art. 27. Le Conseil d'Etat, après avoir entendu l'Université, peut prononcer la suspension ou la destitution d'un professeur pour cause d'incapacité, d'insubordination ou d'immoralité.

Le professeur inculpé doit être entendu dans ses moyens de défense.

Art. 28. Lorsqu'un professeur ne remplit plus utilement ses fonctions, le Conseil d'Etat peut, après l'avoir entendu, mettre ce professeur hors d'activité de service.

Il peut être alloué une indemnité à l'intéressé.

Art. 29. Les assistants, les préparateurs et le chef des travaux graphiques sont nommés par le Conseil d'Etat sur préavis des professeurs intéressés.

Art. 30. Le titre de professeur honoraire peut être accordé par le Conseil d'Etat à des hommes qui ont fait preuve de connaissances supérieures dans quelques branches des sciences. L'avis de l'Université est requis.

Art. 31. Les dispositions prévues par la loi du 1^{er} septembre 1882, allouant des pensions de retraite aux professeurs de l'Académie et aux instituteurs des établissements secondaires, s'appliquent aux professeurs de l'Université.

Chapitre III. Etudiants.

Art. 32. Les cours de l'Université sont suivis: 1^o Par les étudiants immatriculés. 2^o Par les auditeurs.

Art. 33. Pour être immatriculé, l'étudiant doit établir:

Qu'il est bachelier es-lettres du gymnase de Lausanne ou qu'il a subi des examens satisfaisants sur le programme de la division supérieure (section industrielle) de l'école industrielle cantonale.

S'il n'a pas reçu l'instruction secondaire dans le canton de Vaud, l'étudiant doit justifier qu'il est porteur d'attestations démontrant qu'il peut suivre avec fruit l'enseignement supérieur.

Le Département de l'Instruction publique et des Cultes apprécie ces attestations sur le préavis de l'Université.

Les étudiants déjà immatriculés et régulièrement ex-matriculés dans une autre Université sont admis de droit.

Art. 34. L'immatriculation ne préjuge en rien les conditions requises pour l'obtention des grades universitaires et des diplômes d'Etat.

Art. 35. Les auditeurs sont dispensés de toutes formalités spéciales autres que leur inscription au secrétariat de l'Université. Sont réservées les dispositions réglementaires des diverses facultés.

Art. 36. Les conditions d'admission sont les mêmes pour les deux sexes.

Art. 37. Les finances d'immatriculation, d'ex-matriculation, d'inscription à titre d'auditeur et celles des cours sont fixées par le règlement universitaire.

Art. 38. Le Conseil d'Etat peut dispenser de tout ou partie des finances les étudiants méritants qui en font la demande, et dont les circonstances de famille justifient cette faveur.

Art. 39. Il est porté chaque année au budget une somme destinée à récompenser les lauréats des concours, et à accorder des bourses à des étudiants immatriculés. Ces bourses sont accordées par le Conseil d'Etat qui tient compte de l'âge de l'étudiant, de ses aptitudes et de sa position de fortune.

Chapitre IV. Grades universitaires.

Art. 40. L'Université confère les grades et diplômes suivants: *a.* Licence en théologie. *b.* Licence en droit. *c.* Licence es-lettres. *d.* Licences es-sciences (mathématiques, physiques ou naturelles). *e.* Licence es-sciences pharmaceutiques. *f.* Diplôme d'ingénieur-constructeur. *g.* Diplôme d'ingénieur-mécanicien. *h.* Diplôme d'ingénieur-chimiste. *i.* Doctorat en théologie. *j.* Doctorat en droit. *k.* Doctorat en médecine. *l.* Doctorat es-lettres. *m.* Doctorat es-sciences.

Art. 41. Les programmes pour l'obtention des grades universitaires sont rédigés par le Sénat et soumis au Département de l'Instruction publique et des Cultes.

Art. 42. Les grades universitaires sont conférés à la suite d'examens déterminés par les règlements des facultés. Les émoluments à percevoir à l'occasion de la collation des divers grades universitaires sont également fixés par ces règlements.

Art. 43. Sur le préavis d'une des facultés, l'Université peut exceptionnellement conférer le grade de docteur à des hommes distingués qui ont rendu des services à la science.

Chapitre V. Direction.

Art. 44. Les professeurs ordinaires et extraordinaires forment le Sénat universitaire.

Art. 45. Une Commission universitaire, dont la composition est déterminée par le règlement, est chargée d'expédier les affaires courantes.

Art. 46. Le Sénat universitaire nomme dans son sein, pour deux ans, son président, qui porte le titre de Recteur. Il n'est pas immédiatement rééligible et il est autant que possible choisi successivement dans les diverses facultés.

Le Recteur sortant de charge est Prorecteur de l'Université.

Art. 47. Les professeurs ordinaires et extraordinaires d'une faculté forment le Conseil de cette faculté. Les professeurs d'une section forment le Conseil de cette section.

Art. 48. Dans chaque Conseil de faculté, il y a un président, qui porte le titre de Doyen; il est nommé par le conseil pour le terme de deux ans.

La section des sciences pharmaceutiques et celle des sciences techniques sont dirigées chacune par un professeur qui porte le titre de Directeur. Ces Directeurs sont nommés par le Conseil d'Etat pour le terme de deux ans.

Art. 49. Le Recteur et les deux Directeurs de section reçoivent une indemnité annuelle de fr. 500.

Art. 50. L'Université a un secrétaire-caissier. Il est nommé par le Conseil d'Etat, sur le préavis de l'Université et reçoit un traitement annuel de fr. 1500.

Art. 51. L'Université a un bedeau nommé, sur préavis de l'Université, par le Conseil d'Etat qui fixe son traitement.

Art. 52. Le Sénat, la Commission universitaire, les Conseils de facultés sont chargés de la direction et de l'administration, sous l'inspection et la direction supérieures du Département de l'Instruction publique et des Cultes.

Art. 53. La surveillance et la discipline appartiennent au Département de l'Instruction publique et des Cultes, au Sénat, à la Commission universitaire, aux Conseils de facultés, aux Conseils de sections, au Recteur, aux Doyens et aux Directeurs, conformément aux règlements.

Chapitre VI. Constitution de l'Université en personne morale.

Art. 54. L'Université constitue une personne morale. Elle a, en conséquence, la capacité civile et entre autres le droit de posséder, d'aliéner, d'ester en droit, d'acquérir par donations entre vifs et par dispositions à cause de mort.

Toutefois elle ne pourra ni accepter une succession ou donation modales, ni ester en droit, ni faire aucune acquisition ou aliénation excédant mille francs sans l'autorisation du Conseil d'Etat.

Art. 55. Le Sénat administre, par l'intermédiaire d'une commission, la fortune de l'Université, ainsi que les fondations spéciales ayant un but universitaire. Le Recteur et à son défaut le Prorecteur représentent l'Université.

Art. 56. Chaque année, le Sénat dresse l'état des sommes dont l'Université peut disposer en dehors du budget cantonal. Il en détermine l'emploi sous réserve de l'approbation du Conseil d'Etat.

Art. 57. Les titres et les valeurs dont l'Université a la propriété ou l'administration sont déposés au Département des Finances.

Art. 58. Les paiements sont effectués par les soins du service de la comptabilité de l'Etat.

Art. 59. Les comptes sont soumis chaque année au contrôle et à l'approbation du Conseil d'Etat.

Chapitre VII. Dispositions transitoires et finales.

Art. 60. Le Conseil d'Etat prendra toutes les dispositions transitoires qui seront nécessaires à la mise en vigueur de la présente loi. Il lui est en particulier accordé des pleins pouvoirs pour l'administration du Gymnase jusqu'à l'adoption de la loi prévue sur l'instruction secondaire.

Art. 61. Les professeurs titulaires de l'Académie seront soumis à confirmation avant l'entrée en vigueur de la loi.

Art. 62. Sont et demeurent abrogés:

1^o Le Titre V de la loi du 12 mai 1869 sur l'instruction publique supérieure, modifiée par celle du 20 janvier 1881.

2^o Toutes autres dispositions contraires à la présente loi.

Art. 63. Le Conseil d'Etat est chargé de la publication et de l'exécution de la présente loi qui sera exécutoire le 15 octobre 1890.

39. 2. Règlement général de l'Université de Lausanne. (Arrêté du Conseil d'Etat du canton de Vaud du 19 juillet 1890.) (Art. 63 de la loi du 10 mai 1890.)

1. Dispositions générales. — Enseignement.

Art. 1^{er}. L'Université comprend: 1^o Une faculté de théologie protestante.
2^o Une faculté de droit. 3^o Une faculté de médecine. 4^o Une faculté des lettres.
5^o Une faculté des sciences.

La faculté des sciences se divise en trois sections:

- a. La section des sciences mathématiques, physiques et naturelles.
- b. La section des sciences pharmaceutiques, soit Ecole de pharmacie.
- c. La section des sciences techniques, soit Ecole d'ingénieurs.

Art. 2. Il n'est admis d'autres cours à l'Université que ceux inscrits dans le programme ou affichés à l'Université, sous le visa du Recteur, après approbation du Département de l'Instruction publique et des Cultes.

Art. 3. L'année universitaire est divisé en deux semestres.

Le semestre d'hiver commence le 15 octobre et finit le 25 mars.

Le semestre d'été commence le 8 avril et finit le 25 juillet.

Les cours ne sont interrompus que les jours de fêtes religieuses ou civiles et durant 8 jours au nouvel-an. Les examens de diplômes ont ordinairement lieu dans la dernière semaine de chaque semestre ou, le cas échéant, au commencement du semestre d'hiver. Les soutenances de thèses et les examens de doctorat peuvent seuls avoir lieu en dehors de ces périodes.

Art. 4. Le programme semestriel des cours est élaboré par les conseils de facultés et par la Commission universitaire; ils le soumettent à l'approbation du Département de l'Instruction publique et des Cultes. Le programme du semestre d'hiver doit être établi pour le 1^{er} juin, et celui du semestre d'été pour le 15 janvier.

Les cours annoncés après cette date ne peuvent être donnés qu'avec l'approbation du Recteur, de la Commission universitaire et du Département de l'Instruction publique et des Cultes. Ces cours sont annoncés par affiches au début du semestre.

Art. 5. Le Recteur élabore pour chaque semestre un tableau normal de la répartition des heures de cours. Ce tableau est soumis à l'approbation de la Commission universitaire et du Département de l'Instruction publique et des Cultes.

Art. 6. Le programme et le tableau des cours sont élaborés de façon à ce que le cycle complet des études nécessaires pour l'obtention des grades universitaires et des diplômes puisse être parcouru dans les délais suivants:

- a. Licence en théologie, 8 semestres.
- b. " droit 6 "
- c. " es-lettres 4 "
- d. " es-sciences 4 "
- e. Diplômes d'ingénieurs 7 "
- f. Propédeutique médicale 4 "
- g. Examen fédéral de médecine, 5 semestres à partir du propédeutique.
- h. Examen fédéral de pharmacie, 4 semestres, à partir de l'examen de commis.

Toutefois l'étudiant est libre dans le choix des cours et des exercices qu'il veut suivre; il règle à son gré la marche de ses études.

II. Professeurs.

Art. 7. Les professeurs ordinaires, les professeurs extraordinaires et les privat-docents jouissent de la liberté d'enseignement. Ils sont responsables de leurs cours et du choix des matières enseignées.

Cette disposition ne soustrait pas les professeurs ordinaires et extraordinaires à l'obligation de parcourir le cycle complet de leur enseignement pendant le temps minimum fixé à l'art. 6.

Art. 8. La répartition des objets d'études entre les professeurs ordinaires et extraordinaires est conforme au groupement le plus naturel des enseignements. Le Département de l'Instruction publique et des Cultes indique dans les brevets de nomination des professeurs les objets de leur enseignement; il veille à ce que cette répartition soit équitable et à ce que le nombre des heures hebdomadaires qu'entraîne un groupement de disciplines ne soit pas un obstacle à la bonne marche de l'enseignement.

Art. 9. Lorsqu'une place de professeur est vacante et qu'il n'a pas pu y être pourvu par la voie normale de l'appel, un concours est ouvert par le Département de l'Instruction publique et des Cultes.

Le concours est annoncé par la voie des journaux durant trois mois.

Art. 10. Si le jury impose aux concurrents des examens publics (loi art. 21), ceux-ci comprendront:

- a. La soutenance d'une dissertation dont le sujet est laissé au choix du candidat. Dans la discussion les concurrents ne peuvent pas s'attaquer réciproquement.
- b. Une leçon publique professée sur un sujet imposé par le jury, et pour la préparation duquel il est accordée un délai de 24 heures.
- c. Une leçon publique au choix du candidat.
- d. Si le jury n'est pas suffisamment renseigné il peut compléter ces épreuves par un colloquium à huis clos.

Art. 11. Les professeurs ordinaires nouvellement nommés sont présentés à l'Université en séance publique par le chef du Département de l'Instruction publique et des Cultes.

Les professeurs extraordinaires sont présentés au Sénat et aux étudiants par le Recteur, le Prorecteur ou le Doyen de la faculté intéressée.

Art. 12. Le professeur momentanément empêché de donner ses cours en avertit immédiatement le Recteur qui, avec le Doyen, avise aux mesures à prendre en référant, s'il y a lieu, au Département de l'Instruction publique et des Cultes.

Art. 13. En cas de démission, le professeur ordinaire ou extraordinaire est tenu d'avertir l'Université trois mois à l'avance.

Art. 14. Pour enseigner à titre de privat-docent le candidat doit en exprimer le désir par écrit au Département de l'Instruction publique et des Cultes, en établissant:

- a. Qu'il est porteur des grades universitaires de licencié ou de docteur, ou d'un titre jugé équivalent.
- b. Qu'il a fait des travaux sérieux sur la matière qu'il désire enseigner, ou qu'il a déjà professé avec succès dans ce domaine.

Art. 15. En cas de notoriété scientifique reconnue, l'Université et le Département de l'Instruction publique et des Cultes accordent l'autorisation d'être privat-docent, en dehors des conditions fixées à l'art. 14.

Art. 16. La demande et les pièces annexes sont transmises par le Département, pour préavis, à l'Université.

Ensuite de ce préavis le Département de l'Instruction publique et des Cultes prononce sur le sort de la demande.

En cas de refus les motifs sont communiqués au candidat par écrit.

Art. 17. Le candidat agréé est présenté par le Doyen aux étudiants de sa faculté. Il fait devant le Conseil de la faculté et en séance publique une leçon d'ouverture qu'il doit faire imprimer.

Il dépose au bureau de l'université 200 exemplaires de sa leçon inaugurale, pour servir aux échanges officiels.

Le candidat peut remplacer l'impression de sa leçon inaugurale par celle d'un autre travail de son choix.

Art. 18. Un privat-docent perd le droit d'enseigner si pendant deux semestres de suite il n'a fait inscrire aucun cours dans le programme ou si pendant ce temps il a négligé les cours annoncés par lui.

Dans ce cas, notification en est faite par le Sénat au Département de l'Instruction publique et des Cultes qui avise l'intéressé. Ce dernier peut faire valoir ses raisons auprès du Département qui les apprécie sur le préavis de l'Université.

Art. 19. Les articles 26, 27 et 28, de la loi sur l'instruction publique supérieure, concernant les plaintes contre les professeurs ou leur révocation, sont applicables aux privat-docents.

III. Etudiants.

Art. 20. Pour être immatriculé, l'étudiant doit établir: qu'il est bachelier es-lettres du Gymnase de Lausanne ou qu'il a subi des examens satisfaisants sur le programme de la division supérieure (section industrielle) de l'Ecole industrielle cantonale.

S'il n'a pas reçu l'instruction secondaire dans le canton de Vaud, l'étudiant doit justifier qu'il est porteur d'attestations démontrant qu'il peut suivre avec fruit l'enseignement supérieur.

Le Département de l'Instruction publique et des Cultes apprécie ces attestations sur le préavis de l'Université.

Les étudiants déjà immatriculés et régulièrement exmatriculés dans une autre Université sont admis de droit (Loi, art. 33).

Art. 21. Pour être immatriculé, l'étudiant doit en adresser la demande au Recteur de l'Université avant le 15 novembre pour le semestre d'hiver, avant le 8 mai pour celui d'été. Il joint à sa demande les attestations requises par l'article 15.

En cas de circonstance majeure, le recteur peut autoriser l'immatriculation après ces dates.

Art. 22. Les étudiants dont les titres ne sont pas jugés complètement équivalents peuvent demander une inscription provisoire.

Sur préavis de la Commission universitaire le Département de l'Instruction publique et des Cultes peut accorder un délai à ces étudiants pour qu'ils complètent leurs titres en vue de l'immatriculation.

Art. 23. Les étudiants immatriculés jouissent seuls du droit à l'obtention d'un grade; ils sont au bénéfice de dispositions spéciales pour les études et les recherches dans les collections publiques.

Art. 24. La finance d'immatriculation est fr. 20; elle est réduite de moitié pour les étudiants régulièrement exmatriculés d'une autre université.

Cette finance est payée dans le même délai que celle des cours. Elle est affectée aux achats de la bibliothèque.

Art. 25. Les étudiants expulsés d'une autre université devront se munir, pour être immatriculés, d'une autorisation spéciale du Département de l'Instruction publique et des Cultes, qui prendra l'avis de l'établissement d'où l'étudiant a été renvoyé et appréciera sur le préavis de l'Université.

Art. 26. Toute personne qui désire suivre les cours à titre d'auditeur doit se faire inscrire au secrétariat en acquittant la finance des cours plus une finance d'inscription de fr. 2. Les finances d'inscriptions appartiennent à la bibliothèque.

Art. 27. Chaque étudiant ou auditeur est tenu d'indiquer son adresse au bureau de l'Université et d'aviser immédiatement celui-ci de ses changements d'adresse.

Art. 28. En demandant leur immatriculation les étudiants laissent en dépôt au secrétariat leurs certificats d'études. Ils en reçoivent un récépissé sur leur carte d'immatriculation. Les certificats sont rendus aux étudiants lorsque ceux-ci se font exmatriculer, contre une finance de fr. 5. Cette finance d'exmatriculation appartient à la bibliothèque.

Art. 29. Aucune association d'étudiants ne peut se former sans l'autorisation de l'Université. Il y a recours au Département de l'Instruction publique et des Cultes.

Art. 30. Les statuts de ces associations sont déposés à l'Université. Le Recteur reçoit communication de la composition de leurs comités.

Art. 31. L'association qui commettrait des abus ou donnerait lieu à des plaintes graves peut être suspendue ou dissoute par le Département de l'Instruction publique et des Cultes, sur le préavis de l'Université.

IV. Cours.

Art. 32. Il y a à l'Université trois sortes de cours :

- a. Les cours publics (*collegia publica*) pour lesquels il n'est perçu aucune finance.
- b. Les cours universitaires proprement dits (*collegia privata*) destinés seulement aux étudiants et aux auditeurs.
- c. Les cours particuliers (*collegia privatissima*) régis par des dispositions spéciales.

Art. 33. La rétribution des cours universitaires (*collegia privata*) est fixée à fr. 5 par semestre pour chaque heure hebdomadaire.

Art. 34. Des règlements spéciaux fixent les rétributions pour les travaux pratiques et pour les excursions scientifiques.

Art. 35. Dans les dix jours qui suivent son immatriculation, l'étudiant doit s'inscrire pour les cours qu'il veut prendre; il acquitte dans ce délai les finances réglementaires.

Lors de son inscription l'étudiant reçoit un livret portant la mention et la quittance de ses cours. Au début et à la fin du semestre ce livret est présenté au visa des professeurs.

Ce livret est également visé par le Recteur au moment de l'exmatriculation.

Art. 36. Chaque étudiant immatriculé doit s'inscrire pour deux cours universitaires (*collegia privata*) au moins.

Art. 37. Un livret d'auditeur est remis aux auditeurs qui le réclament.

Art. 38. Les étudiants qui désirent être dispensés de la finance des cours (loi article 38) doivent en adresser la demande au Recteur qui transmet cette requête, avec le préavis du Conseil de la faculté intéressée, au Département de l'Instruction publique et des Cultes. Ces formalités doivent être remplies dans les dix jours qui suivent l'ouverture du semestre.

Une demande de ce genre ne dispense pas l'étudiant du paiement prévu à l'article 35; suivant le sort de la requête les finances payées sont rendues en totalité ou en partie.

Art. 39. Les professeurs ordinaires et extraordinaires peuvent inscrire au programme universitaire tous les cours qu'ils estiment en rapport avec leur spécialité et qui ne rentrent pas dans l'enseignement dont ils sont officiellement chargés. Cette extension des cours est soumise à l'approbation du Conseil de la faculté intéressée et à celle du Département de l'Instruction publique et des Cultes.

Art. 40. Les professeurs ordinaires et extraordinaires touchent une part de la finance de leurs cours. Cette part est fixée par le Conseil d'Etat.

Les privat-docents touchent la totalité de la finance de leurs cours, moins la provision réglementaire du caissier.

Art. 41. Les professeurs qui désirent inscrire au programme universitaire des cours particuliers (*collegia privatissima*) doivent en faire une demande spéciale au Conseil de la faculté, qui requiert l'autorisation du Département de l'Instruction publique et des Cultes.

La quotité de la finance de ces cours est laissée à l'appréciation du professeur et lui appartient. La perception en est faite par les soins du caissier qui reçoit pour cela la provision réglementaire.

Art. 42. Les cours sont donnés dans les locaux de l'Université. En cas de conflit pour l'utilisation d'un même local, les professeurs ordinaires passent avant les professeurs extraordinaires et ces derniers avant les privat-docents.

Les cours particuliers peuvent être donnés à domicile.

Art. 43. Les cours libres prévus à l'article 12 de la loi sur l'Instruction supérieure peuvent être donnés à des conditions arrêtées entre le Département de l'Instruction publique et des Cultes, l'Université et l'intéressé.

Ces cours rentrent dans l'une des trois catégories prévues à l'article 32.

V. Grades. — Diplômes. — Examens. — Certificats.

Art. 44. Pour obtenir un grade ou un diplôme à l'Université de Lausanne, le candidat doit y être ou y avoir été immatriculé.

Art. 45. Les conditions requises pour l'obtention des grades et diplômes universitaires sont fixées par les règlements des facultés. Le candidat doit justifier qu'il a acquis dans la discipline à laquelle il désire se vouer les connaissances exigées par les programmes des facultés.

Les cours peuvent avoir été suivis dans d'autres universités.

Art. 46. Les droits de grades et de diplômes sont fixés comme suit: Licences fr. 100. Diplômes d'ingénieurs fr. 100. Doctorats fr. 200.

Ces droits appartiennent par moitié au fonds universitaire et aux facultés.

Les facultés répartissent leur part de la façon suivante: $\frac{1}{5}$ au Recteur, $\frac{4}{5}$ entre les professeurs qui ont pris part à la collation du grade.

Art. 47. Les titres universitaires et les diplômes sont délivrés par l'Université, sur le préavis de la Commission universitaire. Ils sont signés par le Recteur, le Doyen de la faculté intéressée et le Secrétaire de l'Université.

Les noms des gradués sont proclamés en séance publique du Sénat, dans sa plus prochaine réunion.

Art. 48. L'étudiant qui le désire reçoit à la fin du semestre un certificat d'études; sur sa demande, il est admis à subir devant les professeurs respectifs des épreuves sur les branches suivies par lui. Il paye par examen une finance de fr. 5; elle appartient au professeur du cours.

VI. Administration.

Art. 49. Le Sénat est composé des professeurs ordinaires et extraordinaires.

Art. 50. Le Conseil de faculté ou de section est composé des professeurs ordinaires et extraordinaires de cette faculté ou de cette section.

Art. 51. La Commission universitaire est composée du Recteur et des Doyens; le Prorecteur et les Directeurs de sections y ont voix consultative.

Art. 52. Le Recteur est élu par le Sénat à la fin du semestre d'été. Cette élection a lieu au scrutin secret et à la majorité absolue des suffrages; si, après deux tours de scrutin, il ne s'est pas formé de majorité absolue, l'élection se fait à la majorité relative au troisième tour.

Art. 53. Chaque Conseil de faculté élit son Doyen à la même époque. Cette élection a lieu au scrutin secret et à la majorité absolue des suffrages. Si, après deux tours de scrutin, il ne s'est pas formé de majorité absolue, l'élection se fait à la majorité relative au troisième tour.

Art. 54. Les différentes autorités universitaires (Recteur, Commission universitaire, Doyens, Secrétaires de faculté, Commission financière) demeurent en fonctions pendant 2 ans à partir du 15 octobre qui suit leur nomination.

Sénat. Art. 55. Le Sénat se réunit obligatoirement une fois chaque semestre.

Art. 56. Le Sénat ne peut délibérer ou faire des nominations que dans une séance régulièrement convoquée.

La présence de la majorité des professeurs est nécessaire. Toutefois, pendant les vacances, le quorum de dix membres suffit.

Art. 57. Lorsque le Sénat est appelé à statuer sur une affaire importante qui intéresse l'une des facultés, le bureau demande un préavis au Conseil de cette faculté.

Art. 58. Chaque année, le Recteur établit, soumet au Sénat et adresse au Département de l'Instruction publique et des Cultes un rapport général et détaillé sur la marche de l'Université. Ce rapport est accompagné des comptes du caissier de l'Université.

Art. 59. Si un tiers des membres du Sénat demande la réunion de ce corps pour un objet déterminé, le Sénat doit être convoqué sans retard.

Art. 60. La Commission universitaire peut demander en tout temps la réunion du Sénat quand elle le juge nécessaire.

Recteur. Art. 61. Le Recteur représente l'Université. Il est présenté aux étudiants, en séance publique, par l'ancien Recteur et en présence du Sénat.

Art. 62. Le Recteur fait observer la loi et les règlements. Il pourvoit à l'exécution des décisions du Sénat, et il a une surveillance générale sur tout le personnel de l'Université.

Dans les cas graves, il dénonce le fait au Sénat.

Art. 63. Aucune communication officielle ne peut avoir lieu, avec les autorités supérieures, sans passer par l'intermédiaire du Recteur; ce dernier peut toutefois autoriser un Doyen à traiter directement une affaire avec le Département de l'Instruction publique et des Cultes.

Art. 64. Il est fait exception à l'article 63 pour les Directeurs de sections et de laboratoires dans les questions d'administration intérieure.

Art. 65. Le Prorecteur remplace le Recteur chaque fois que ce dernier est empêché de remplir ses fonctions.

Commission universitaire. Art. 66. La Commission universitaire est présidée par le Recteur; elle s'occupe de toutes les affaires courantes qu'il lui soumet.

Art. 67. La Commission universitaire est convoquée par les soins du Recteur chaque fois qu'il le juge nécessaire, ou si deux de ses membres lui en font la demande.

Art. 68. Elle tient un procès-verbal de ses opérations, et communique au Sénat, dans sa plus prochaine séance, les mesures qu'elle a prises.

Art. 69. La Commission universitaire ne peut prendre aucune décision si le nombre des membres présents ne représente pas la majorité des voix délibératives de la Commission.

Art. 70. Le Sénat seul peut casser ou réformer une décision de la Commission universitaire. Toute décision de la Commission peut être déférée au Sénat par le Recteur, lorsqu'il estime que la Commission est sortie de ses attributions.

Conseils de facultés et doyens. Art. 71. Le conseil de faculté est convoqué par le Doyen, soit de son propre mouvement, soit à la demande du Sénat, de la Commission universitaire, du Recteur ou d'un membre de la faculté.

Art. 72. Les Conseils de faculté ne peuvent délibérer que s'ils ont été régulièrement convoqués et s'il y a trois membres, au moins, présents à la séance.

Art. 73. Toute décision d'un Conseil de faculté peut être déférée au Sénat par le Recteur, lorsqu'il estime que le Conseil est sorti de ses attributions. Il consulte, à cet effet, la Commission universitaire.

Art. 74. Chaque membre d'un Conseil de faculté a le droit de demander qu'une affaire soit soumise au Sénat.

Art. 75. Les Conseils de facultés consignent leurs opérations dans un procès-verbal tenu par le secrétaire du Conseil.

Art. 76. Le Conseil de Faculté élit son secrétaire pour deux ans (art. 53).

Art. 77. Le Doyen est chargé de l'expédition des affaires courantes de sa faculté, sauf recours au Conseil de faculté et au Sénat, s'il y a lieu.

Art. 78. Le dernier Doyen sorti de charge porte le titre de „Vice-Doyen“; il remplace le Doyen de la faculté chaque fois que ce dernier est empêché de remplir ses fonctions.

Art. 79. En cas de départ ou de mort d'un Doyen de faculté, c'est le Vice-Doyen qui est chargé de le remplacer. Toutefois, si la période décanale restante est de plus d'un semestre, la faculté est appelée à élire un nouveau Doyen.

Art. 80. Les règlements de facultés prévoient ce qui est relatif aux conseils de sections et aux directeurs.

Secrétaire. Art. 81. Le secrétaire de l'Université expédie les affaires du bureau sous la surveillance du Recteur.

Art. 82. Il tient les registres nécessaires à l'administration de l'Université; il classe et entretient les archives. — Il est chargé du service d'échange des dissertations et autres publications universitaires.

Art. 83. Comme caissier de l'Université, le secrétaire est chargé des fonctions suivantes:

- a. il perçoit toutes les finances payées par les étudiants à quelque titre que ce soit;
- b. il tient les registres nécessaires à la comptabilité de l'Université. Cette comptabilité doit être conforme aux exigences de celle de l'Etat.

Art. 84. Le secrétaire-caissier touche une provision de 2% sur toute finance perçue par lui pour le compte de l'Université.

Il touche en outre une somme de fr. 5 pour chaque titre ou diplôme. Cette finance est payée par le gradué.

Art. 85. En cas d'absence, de maladie ou d'autre empêchement, le secrétaire se fait remplacer par un suppléant agréé par le Recteur.

Lorsque le secrétaire est empêché de remplir ses fonctions par une maladie ou par toute autre cause indépendante de sa volonté, il est pourvu à son remplacement aux frais de l'Etat. Dans les autres cas, le traitement du suppléant est à la charge du secrétaire.

Art. 86. A la fin de chaque année universitaire les comptes de l'Université sont vérifiés par une commission composée du Recteur et de trois professeurs désignés par le Sénat.

Assistants. — Chef des travaux graphiques. — Préparateurs. — Aides et garçons de laboratoires. Art. 87. Les règlements des facultés déterminent les obligations et avantages de ces employés.

Bedeau. Art. 88. Le bedeau remplit l'office de concierge, à ce titre il est chargé:

- a. de l'entretien et de la propreté des bâtiments universitaires;
- b. de la surveillance des bâtiments universitaires. Il avertit le Recteur des dégâts commis et de tout ce qui peut intéresser la conservation des bâtiments.

Art. 89. Le bedeau est huissier de l'Université; à ce titre il est chargé:

- a. du service du bureau de l'Université;
- b. du service des Conseils de facultés.

Art. 90. En qualité d'huissier de l'Université le bedeau reçoit:

- a. de chaque licencié ou ingénieur une gratification de fr. 5;
- b. de chaque docteur une gratification de fr. 10.

Art. 91. Un règlement de service fixe le détail des obligations du bedeau.

VII. Discipline.

Art. 92. Les étudiants doivent se conduire avec ordre et décence. Il leur est en particulier interdit de troubler la tranquillité des cours, de fumer dans les auditoires et dans les salles de dessin, de commettre des dégâts dans les auditoires, laboratoires, salles de dessin, ou instituts dans lesquels ils sont admis.

Art. 93. Les professeurs veillent au maintien de l'ordre dans leurs leçons; ils rappellent au devoir les étudiants qui s'en écartent. Ils peuvent exclure de la leçon les étudiants qui troublent l'ordre et prolonger cette exclusion jusqu'à la décision du Doyen de leur faculté, auquel ils doivent immédiatement faire rapport.

Art. 94. Les plaintes contre les étudiants doivent être déposées par écrit auprès du Recteur; elles entraînent les peines disciplinaires suivantes:

- a. censures par le Doyen ou le Directeur, par le Conseil de faculté, le Recteur, la Commission universitaire, le Sénat;
- b. amendes;

- c. suspension;
- d. renvoi temporaire (*consilium abeundi*);
- e. expulsion (*relegatio*).

Art. 95. Le Recteur, nanti d'une plainte, provoque l'application de l'une des dispositions précédentes.

Art. 96. Tout dégât commis dans les locaux de l'Université par un ou plusieurs étudiants entraîne le paiement des frais de réparation et celui d'une amende de fr. 5 à 50 par étudiant suivant la gravité du cas.

Les amendes sont infligées par la Commission universitaire; elles doivent être versées en mains du caissier dans les quinze jours qui suivent la communication du prononcé. — Elles sont la propriété de la bibliothèque.

Art. 97. La suspension peut être prononcée pour tous les cas méritant une peine plus forte que la censure devant le Sénat. Il est accordé au Conseil de faculté une compétence de quinze jours, à la Commission universitaire une compétence d'un mois, au Sénat une compétence de trois mois.

Art. 98. Tout étudiant censuré plusieurs fois peut être de ce chef frappé de suspension.

Art. 99. Si une amende prononcée n'est pas payée dans le délai fixé, l'étudiant fautif peut être frappé de suspension.

Art. 100. Une faute très grave ou des suspensions répétées peuvent motiver le renvoi temporaire (*Consilium abeundi*) ou l'expulsion de l'Université (*Relegatio*).

Art. 101. Les renvois temporaires et les expulsions de l'Université sont prononcés par le Département de l'Instruction publique et des Cultes sur préavis du Sénat.

Art. 102. Le renvoi temporaire (*Consilium abeundi*) ne peut pas être infligé pour moins d'un semestre, non compris la fin de celui en cours au moment du prononcé.

Par cette disposition l'étudiant puni perd tout droit d'immatriculation ou d'inscription pendant la durée de sa peine.

Art. 103. L'expulsion (*Relegatio*) est définitive; l'étudiant perd pour toujours le droit d'immatriculation ou d'inscription.

Art. 104. Les suspensions, les renvois temporaires et les expulsions sont communiqués aux parents et aux tuteurs des étudiants mineurs. Les renvois temporaires (*Consilium abeundi*) et les expulsions (*Relegatio*) sont également communiqués à toutes les Universités en rapport officiel avec l'Universités de Lausanne.

Art. 105. Les suspensions, les renvois temporaires et les expulsions sont affichés au tableau de l'Université. — Ils sont notifiés par écrit à l'étudiant.

Art. 106. Les citations envoyées à un étudiant sont remises par le bedeau; celui-ci touche de l'étudiant cité une finance de fr. 1 par citation. Les étudiants absents sont informés par lettre chargée.

Art. 107. Toute citation qui reste sans réponse entraîne une aggravation de peine qui à la troisième citation demeurée sans réponse peut aller jusqu'au *Consilium abeundi*.

Art. 108. Si un acte contraire aux bonnes mœurs, à l'honneur ou à la probité, donne lieu à une action civile ou pénale contre l'étudiant qui s'en est rendu coupable, l'Université suspend son enquête et son jugement, jusqu'à ce que les tribunaux aient prononcé définitivement.

VIII. Prix de facultés. — Concours.

Art. 109. Chaque année, pour encourager le travail individuel des étudiants, l'Université décerne des Prix de faculté et ouvre des Concours.

Art. 110. Les étudiants immatriculés depuis un semestre au moins avant le dépôt de leur travail ont seuls le droit de recevoir des prix de faculté ou des récompenses de concours. — Les étudiants porteurs d'un grade universitaire

ou d'un diplôme, perdent ce droit, à moins qu'ils n'aient acquis leur titre dans le semestre où ils ont déposé leur travail de concours.

A. *Prix de faculté.* Art. 111. Les prix de faculté sont décernés pour des travaux scientifiques ou littéraires sur des sujets dont le choix est laissé aux concurrents.

Art. 112. Les sujets traités doivent présenter des difficultés d'étude en rapport avec un enseignement supérieur et les travaux doivent être originaux.

Art. 113. Tout étudiant qui a l'intention de déposer un travail de ce genre doit l'annoncer au Recteur avant le premier mai.

Art. 114. Les travaux doivent être déposés au bureau de l'Université avant le 15 mai; ils sont dès lors la propriété de l'Université.

Sauf autorisation spéciale de la faculté intéressée, les travaux doivent être écrits en français.

Art. 115. Les travaux sont jugés par des jurys spéciaux. Chaque jury est de trois membres, dont un au moins n'appartient pas à l'Université et est désigné par le Département de l'Instruction publique et des Cultes.

Les candidats qui présentent un travail sont tenus de donner à la commission les explications qu'elle juge à propos de leur demander.

Art. 116. Le jury dépose ses conclusions dans un rapport écrit adressé au Recteur.

Art. 117. Les récompenses accordées sont des prix et des accessits. — Chaque faculté ne peut décerner qu'un prix et deux accessits. Les prix sont de fr. 200 et les accessits de fr. 100 et au dessous. A égalité de mérite le prix est partagé entre les concurrents.

Art. 118. Les concurrents récompensés reçoivent un diplôme portant la mention de leur concours. Ces diplômes sont délivrés par l'Université, ils sont signés par le Recteur, le Doyen intéressé et le Secrétaire.

Les candidats récompensés d'un prix reçoivent le titre de „Lauréat de l'Université de Lausanne“.

Art. 119. Les travaux qui ont un mérite remarquable peuvent être publiés par les soins de l'Université sur le préavis des jurys.

Ces publications servent aux échanges avec les établissements en rapport avec l'Université de Lausanne.

L'auteur a droit à 50 exemplaires de cette publication.

Art. 120. Les noms des candidats récompensés sont proclamés en séance publique devant le Sénat et les étudiants. Ils sont publiés dans le programme universitaire qui suit immédiatement la proclamation.

B. *Concours.* Art. 121. Les concours sont des travaux faits par les étudiants sur des sujets proposés par les facultés.

Chaque professeur a le droit de proposer annuellement un sujet de concours pris dans le cadre de son enseignement.

Art. 122. Les sujets de concours sont publiés en brochure spéciale et à la même date que le programme d'été.

Ils sont approuvés en même temps par le Département de l'Instruction publique et des Cultes.

Art. 123. Les travaux de concours doivent être déposés au bureau de l'Université avant le premier novembre de l'année où les concours sont ouverts.

Art. 124. Il peut être décerné pour chaque sujet de concours trois récompenses. Le total de récompenses ne peut dépasser fr. 150, et il ne peut y avoir de récompenses supérieures à fr. 80 ou inférieures à fr. 40.

Art. 125. Un règlement spécial détermine le mode d'appréciation des concours.

Les résultats sont proclamés en séance publique du Sénat.

IX. Bourses.

Art. 126. Des bourses peuvent être accordées aux étudiants méritants qui en font la demande (loi art. 39). Un règlement spécial détermine les conditions auxquelles ces bourses sont obtenues.

X. Administration de la fortune de l'Université.

Art. 127. La fortune de l'Université est gérée par le Sénat avec le concours d'une Commission financière, composée du Recteur et de deux autres membres du Sénat, élus par lui et immédiatement rééligibles (art. 54).

Cette Commission adresse ses propositions au Sénat qui prend les résolutions nécessaires.

Art. 128. Vis-à-vis des tiers, la signature du Recteur (ou à son défaut celle du Prorecteur) jointe à celle du Secrétaire engage l'Université.

Art. 129. Pour procéder aux opérations prévues à l'article 54, deuxième alinéa, de la loi, l'Université adresse la demande d'autorisation au Conseil d'Etat par l'intermédiaire du Département de l'Instruction publique et des Cultes.

Art. 130. L'Université fournit chaque année au Département de l'Instruction publique et des Cultes dans le courant de septembre :

1^o le compte des dépenses de l'Université pendant l'année écoulée ;

2^o le projet de budget des dépenses spéciales prévues à l'art. 56 de la loi.

Art. 131. Tous les paiements universitaires sont ordonnancés par le Département de l'Instruction publique et des Cultes sur la demande du Recteur ou des professeurs intéressés.

XI. Dispositions transitoires.

Art. 132. Les étudiants qui ont été immatriculés à l'Académie de Lausanne dans l'année académique 1889/90 sont au bénéfice de cette immatriculation dans l'Université.

Art. 133. Les règlements de facultés prévoient les autres dispositions transitoires, particulièrement celles relatives à l'obtention des grades.

Art. 134. Ce règlement sera imprimé et publié pour être exécutoire dès le 15 octobre 1890.

Appendice.

I. Principaux objets d'enseignement de l'Université.

Les principaux objets d'enseignement de la faculté de théologie sont : la théologie exégétique de l'Ancien Testament ; la théologie exégétique du Nouveau Testament ; la théologie historique ; la théologie systématique ; la théologie pratique.

Les principaux objets d'enseignement de la faculté de droit sont : L'encyclopédie du droit ; la philosophie du droit ; l'histoire du droit ; le droit romain ; le droit civil ; la procédure civile ; le droit commercial ; le droit industriel ; le droit public ; le droit administratif ; le droit pénal ; la procédure pénale ; le droit international ; la législation comparée ; le droit diplomatique et consulaire ; les sciences sociales et politiques ; la médecine légale.

Les principaux objets d'enseignement de la faculté de médecine sont : l'anatomie ; l'embryologie ; l'histologie ; la physiologie ; l'anatomie et la physiologie pathologique, la bactériologie ; la pathologie interne et la clinique médicale ; la pathologie externe et la clinique chirurgicale ; la médecine opératoire ; l'obstétrique ; la gynécologie ; l'ophtalmologie ; la psychiatrie ; les maladies vénériennes et cutanées ; la médecine légale ; la toxicologie ; l'hygiène ; la thérapeutique ; la matière médicale ; la chimie physiologique et pathologique ; l'histoire de la médecine.

Les principaux objets d'enseignement de la faculté des lettres sont: la langue et la littérature française; la philologie romane; les langues et les littératures des peuples du Midi; la langue et la littérature allemandes; les langues et les littératures des peuples du Nord; la langue et la littérature latines; les antiquités romaines; la langue et la littérature grecques; les antiquités grecques; les langues et les antiquités orientales; la philosophie, l'histoire de la philosophie et la philosophie du droit; l'histoire et les sciences auxiliaires de l'histoire; les sciences sociales et politiques; la pédagogie.

Les principaux objets d'enseignement de la faculté des sciences sont les suivants dans chacune des sections:

A. *Section des sciences mathématiques, physiques et naturelles.* Le calcul infinitésimal et la théorie des fonctions; la géométrie pure et appliquée; la mécanique rationnelle et appliquée; l'astronomie; la physique mathématique; la physique expérimentale; la météorologie; la chimie inorganique; la chimie organique; la chimie analytique; la chimie agricole; la minéralogie; la pétrographie; la géologie; la paléontologie; la botanique; la zoologie et l'anatomie comparée; l'anatomie et la physiologie générales; l'hygiène; la microscopie; la géographie.

B. *Section des sciences pharmaceutiques, soit Ecole de pharmacie.* La physique; la météorologie; la chimie inorganique; la chimie organique; la chimie analytique; la chimie industrielle; la chimie pharmaceutique; la chimie biologique; la toxicologie; la minéralogie; la pétrographie; la géologie; la botanique générale et systématique; la botanique pharmaceutique; la zoologie et l'anatomie comparée; l'anatomie et la physiologie générales; la microscopie; la pharmacognosie; la pharmacie; l'hygiène.

C. *Section des sciences techniques, soit Ecole d'ingénieurs.* Le calcul différentiel et intégral; la géométrie descriptive et ses applications; la géométrie analytique; la géométrie de position; la statique graphique; la mécanique théorique; la mécanique industrielle; la physique expérimentale; la physique industrielle; l'électrotechnie; les travaux publics; l'architecture; la géodésie; la topographie pratique; la chimie organique et inorganique; la chimie analytique; la chimie industrielle; la métallurgie du fer; la géologie et la minéralogie techniques; le dessin technique; la législation et la comptabilité industrielles.

L'enseignement universitaire comprend:

- a. des cours théoriques et pratiques;
- b. des conférences et des exercices faits par les étudiants;
- c. des travaux pratiques (Laboratoires);
- d. des excursions scientifiques.

II. Etablissements annexes de l'Université.

L'Université a comme annexes; 1^o les laboratoires nécessaires aux cours scientifiques; 2^o les hôpitaux nécessaires aux cliniques; 3^o la Bibliothèque cantonale; 4^o les collections scientifiques, soit: Musée de zoologie et d'anatomie comparée; Musée de botanique; Musée de géologie, de paléontologie et de minéralogie; 5^o les collections artistiques, soit: Musée des antiquités et médailles, Musée des Beaux-Arts; 6^o l'Ecole de dessin; 7^o la Salle de gymnastique; 8^o la Salle d'armes; 9^o le Manège.

Les étudiants sont admis dans ces établissements conformément aux lois et aux règlements spéciaux qui les régissent.

40. 3. Loi modifiant les articles 166, 168, 169, 170 et 176 de la Loi sur l'instruction publique du canton de Genève (du 5 juin 1886¹). (Du 14 novembre 1890.)

Ecole dentaire. Art. 166. D'une manière générale, l'enseignement comprend les branches suivantes: Physique, Chimie, Botanique, Zoologie et Anatomie comparée; Travaux pratiques de Chimie.

¹) Jahrbuch 1886, pag. 22.

Anatomie humaine, Physiologie, Histologie normale, Embryologie, Anatomie normale, Histologie et évolution de la bouche et des dents chez l'homme et dans la série animale; Travaux pratiques d'anatomie humaine, Travaux pratiques d'histologie normale.

Anatomie pathologique, Anatomie pathologique spéciale de la cavité buccale et de l'appareil dentaire, Pathologie chirurgicale générale, Clinique chirurgicale, Pathologie spéciale de la cavité buccale, Clinique dentaire, thérapeutique et matière médicale en rapport avec l'art dentaire, Hygiène de la bouche, Obturation, Prothèse; Travaux pratiques dans les ateliers.

Art. 168. Sont inscrits comme élèves réguliers:

- a. Les jeunes gens sortis de l'une des sections du Gymnase avec un certificat de maturité.
- b. Les jeunes gens qui sans avoir suivi les cours du Gymnase, subissent néanmoins d'une manière satisfaisante, devant une commission nommée par le Département de l'Instruction publique, des examens sur le champ d'études d'une des sections du Gymnase.
- c. Ceux qui prouvent par des diplômes ou certificats le même degré d'instruction.

Art. 169. Les élèves réguliers de l'Ecole dentaire sont appelés à passer trois examens: L'examen propédeutique, comprenant l'examen des sciences physiques et naturelles et l'examen d'anatomie et de physiologie.

Art. 170. Reste le même, sauf le dernier alinéa:

Le Département peut dans des cas spéciaux, dispenser les élèves réguliers suisses de tout ou partie des rétributions concernant les cours théoriques donnés dans l'Université, ou les cours théoriques et pratiques donnés à l'Ecole dentaire.

Art. 176. La direction scientifique de l'Ecole dentaire, ainsi que le maintien de l'ordre et de la discipline, sont confiés à une direction de 7 membres, portant le nom de Commission de l'Ecole dentaire. Elle est nommée tous les deux ans par le Conseil d'Etat, qui en désigne le Président. Elle doit contenir deux professeurs de l'Université et deux professeurs de l'Ecole dentaire.

41. 4. Beschluss des Regierungsrates des Kantons Baselstadt betr. Zulassung von weiblichen Studirenden an der Universität Basel. (Vom 8. März 1890.)

Das Erziehungsdepartement wird ermächtigt, die Bestimmungen des § 30 des Universitätsgesetzes versuchsweise und bis auf weiteres auszudehnen auf Schweizerinnen, welche das 18. Altersjahr zurückgelegt haben, sowie auf solche Ausländerinnen von gleichem Alter, welche ihre Vorbildung im hiesigen Kanton erhalten haben.

Im Fall der noch nicht erlangten Mehrjährigkeit ist die Zustimmung der gesetzlichen Vertreter erforderlich.

Zuhörerinnen im Sinn des § 31 des Universitätsgesetzes werden nicht zugelassen.

42. 5. Statuten der Universität Freiburg i. d. Schweiz. Allgemeine Gliederung (Organisation) der Universität.

§ 1. Die Universität Freiburg i. d. Schweiz soll in ihrer Ausgestaltung vier bzw. fünf zu einem Ganzen verbundene Fakultäten (eine theologische, juristische, philosophische, mathematisch-naturwissenschaftliche und medizinische) umfassen. Einstweilen bestehen:

1. eine juristische;
2. eine philosophische Fakultät.

§ 2. Das Personale der Universität umfasst:

1. den Lehrkörper;
2. die Studirenden;
3. die zur Verwaltung notwendigen Hilfsbeamten.

§ 3. Der Lehrkörper der Universität besteht aus:

1. den ordentlichen, d. h. vollberechtigten Professoren;
2. den ausserordentlichen Professoren, welche in den Angelegenheiten der Universität und der Fakultäten wohl Stimm- oder Wahlrecht haben, nicht aber selbst gewählt werden können;
3. den Privatdozenten, welche nur zu Vorlesungen an der Universität berechtigt sind.

§ 4. An der Spitze des Lehrkörpers und der gesamten Universität steht der Rektor.

Dieser vertritt die Universität in ihrer Gesamtheit gegenüber den Behörden und der Öffentlichkeit. Ihm steht die Geschäftsführung in allen gemeinschaftlichen Angelegenheiten der Universität zu.

Der Rektor hat demgemäss den Verkehr der Universität mit der Erziehungsdirektion zu vermitteln, das Siegel der Universität zu verwahren, die Aufsicht über die Universitätsakten zu führen.

Der Rektor besorgt die Im- und Exmatrikulation der Studirenden und übt in Verbindung mit dem Senate (siehe §§ 7 und 8, sowie den besondern Abschnitt über die Studirenden) die allgemeine Aufsicht und disziplinarische Auktorität über dieselben aus. In der ersten Hälfte des Monats November setzt er den Tag der feierlichen Eröffnung des Studienjahres, sowie Ort und Stunde des feierlichen Eröffnungsgottesdienstes fest. Ihm liegt die Zusammenstellung und Herausgabe des Verzeichnisses der Vorlesungen für jedes Semester ob.

Im übrigen ergeben sich seine Befugnisse und Aufgaben aus den nachfolgenden Bestimmungen (Vgl. §§ 9, 10 und 11).

§ 5. Der Rektor wird jeweilen in einer am 15. Juli stattfindenden Sitzung aus den ordentlichen Professoren aller Fakultäten gewählt. Die Wahl erfolgt durch absolute Mehrheit der Stimmen auf ein Jahr. Nach Bestätigung durch die Erziehungsdirektion tritt der neugewählte Rektor am 1. August sein Amt an.

§ 6. Der am 1. August abtretende Rektor führt während des folgenden Jahres den Titel „Prorektor“. Der Prorektor vertritt in Verhinderungsfällen seinen Nachfolger im Amte.

§ 7. Aus dem Rektor, dem Prorektor, den Dekanen, den Prodekanen und je einem Delegierten sämtlicher Fakultäten (Vgl. den Abschnitt über die Fakultäten §§ 2 bis 5) setzt sich der akademische Rat zusammen.

Jeder ordentliche Professor ist verpflichtet, die auf ihn fallende Wahl zum Mitgliede des Senats anzunehmen, falls er nicht durch gewichtige Gründe verhindert ist.

§ 8. Dem Senat liegt die Beschlussfassung in allen denjenigen Angelegenheiten der Universität ob, welche nicht dem Rektor oder den einzelnen Fakultäten bzw. ihren Dekanen zur ausschliesslichen Erledigung überwiesen sind.

Der Senat beschliesst über die vom Rektor im Namen der Universität an die Erziehungsdirektion zu erstattenden Berichte und wahrt in Verbindung mit dem Rektor (siehe oben § 4) die allgemeine Aufsicht und disziplinarische Auktorität über die Studirenden.

Der Senat hat jeweilen Anfang und Schluss des folgenden Studien-Semesters zu bestimmen und für Bekanntmachung dieser Beschlüsse im Programm zu sorgen.

§ 9. Regelmässige Versammlungen des Senats finden statt:

1. in der ersten Woche des Novembers;
2. in der zweiten Woche des Januars;
3. in der Woche nach dem dritten Fastensonntag;
4. in der letzten Woche des Juni.

Ausserdem hat der Rektor das Recht, den Senat jederzeit zu berufen.

§ 10. Die Versammlungen des Senats haben in dem hiefür bestimmten Saale stattzufinden. Der ordnungsmässig versammelte Senat ist jedoch nur dann beschlussfähig, wenn ausser dem Rektor wenigstens fünf Mitglieder anwesend sind.

Der Rektor führt in den Versammlungen des Senats den Vorsitz und leitet die Verhandlungen.

Eine Abstimmung mittelst Rundschreiben ist unstatthaft.

§ 11. Über jede Senatssitzung ist ein Protokoll aufzunehmen, welches am Schlusse derselben von dem Rektor und den übrigen anwesenden Senatsmitgliedern zu unterschreiben ist.

Die Protokolle sind vom Rektor zu den Akten der Universität zu legen.

§ 12. Jedes einzelne Mitglied des Lehrkörpers gehört einer bestimmten Fakultät an.

§ 13. Die Ernennung der ordentlichen und der ausserordentlichen Professoren der einzelnen Fakultäten geschieht durch den Staatsrat des Kantons Freiburg auf Vorschlag derjenigen Fakultät, welcher der betreffende Professor angehören soll.

§ 14. Die Ernennung zum Professor erfolgt für ein bestimmtes Lehrfach. Über dieses Lehrfach muss der Ernannte einen vollständigen Kursus lesen. Es steht indes jedem Professor frei, mit Genehmigung des Rektors auch über andere Fächer Vorträge zu halten.

§ 15. Über die Zulassung von Privatdozenten entscheidet die Fakultät, welcher der Zuzulassende sich anschliessen will. Die Zulassung erfolgt unter Genehmigung der Erziehungsdirektion des Kantons Freiburg.

Von den Fakultäten und ihren Dekanen.

§ 1. Jede Fakultät umfasst zunächst die ihr zugeteilten ordentlichen und ausserordentlichen Professoren; in diesem engeren Sinne des Wortes wird die Fakultät als Behörde betrachtet. Im weiteren Sinne begreift jede Fakultät als Lehrkörper auch die ihr aggregirten Privatdozenten in sich.

§ 2. An der Spitze jeder Fakultät steht ein Dekan.

Derselbe ist in allen offiziellen Angelegenheiten der Vertreter der Fakultät. Er führt in ihren Versammlungen den Vorsitz und erstattet die im Namen der Fakultät abzugebenden Berichte.

§ 3. Der Dekan wird jeweilen in einer am 20. Juli stattfindenden Sitzung aus den ordentlichen Professoren der Fakultät gewählt. Die Wahl erfolgt durch absolute Mehrheit der Stimmen auf ein Jahr. Nach erhaltener Bestätigung der Erziehungsdirektion tritt der neugewählte Dekan am 1. August sein Amt an.

Das Dekanat kann nicht nach Willkür abgelehnt werden.

§ 4. Der am 1. August abtretende Dekan führt während des folgenden Jahres den Titel „Prodekan“.

Der Prodekan vertritt in Verhinderungsfällen seinen Nachfolger im Amte.

§ 5. Ausser dem Dekan und dem Prodekan sendet jede Fakultät in den akademischen Senat noch einen besondern Delegirten, welcher wie der Dekan in der Sitzung vom 20. Juli gewählt wird.

§ 6. Die Fakultät wird vom Dekan, so oft er sich hiezu veranlasst sieht, zusammenberufen. Drei Sitzungen finden regelmässig statt:

- a. in der Woche nach Dreikönigen;
- b. in der ersten Woche des Juni;
- c. am 20. Juli.

In den beiden zuerst genannten Sitzungen werden die Vorlesungen der Fakultät für das nächste Semester bestimmt, in der letztgenannten die Wahlen getroffen. (Vgl. §§ 3 und 5.)

Die Verzeichnisse der nach den Beschlüssen der Fakultäten im nächsten Semester zu haltenden Vorlesungen werden von den Dekanen dem Rektor eingereicht, welcher darnach das Gesamtverzeichnis zusammenstellt.

§ 7. Privatdozenten, welche sich bei der philosophischen oder juristischen Fakultät habilitiren wollen, haben sich bei dem Dekan der betreffenden Fakultät schriftlich zu melden unter Angabe des Faches (bezw. der Fächer), für welches sie die „Venia legendi“ erwerben wollen. Dem Anmeldungsschreiben ist eine kurze Skizze des Lebens- und Bildungsganges beizufügen. Der Bewerber hat sodann nachzuweisen:

- a. dass er rite zum Dr. phil. bzw. Dr. jur. promovirt ist. An Stelle des erstgenannten Titels genügt auch der Grad eines „Licencié es-Lettres“ der französischen Fakultäten;
- b. dass nach dem Verlaufe seines akademischen Trienniums mindestens zwei Jahre verflossen sind.

Das Doktor- bzw. Licentiaten-Diplom, sowie die zur Erlangung desselben verfasste Dissertation ist beizulegen.

Von der einen oder andern der erwähnten Bedingungen kann nur in besonderen Fällen dispensirt werden. Zu einem solchen Beschlusse sind zwei Drittel der Stimmen der Fakultät erforderlich.

§ 8. Der Anspruch auf die Habilitation selbst wird zunächst begründet durch Vorlegung einer Abhandlung aus dem Fache, für welches sich der Bewerber zu habilitiren wünscht.

§ 9. Zur Prüfung und Begutachtung dieser Habilitationsschrift ernennt die Fakultät, nachdem jene bei sämtlichen Mitgliedern der letztern zirkulirt hat, einen Referenten und einen Korreferenten. Auf Grund der bezüglichen Referate entscheidet die Fakultät in einer besonders hiefür anberaumten Sitzung, ob der Bewerber abzuweisen oder zum „Colloquium“ zuzulassen sei.

§ 10. Zu diesem Colloquium werden vom Dekan sämtliche Mitglieder der Fakultät eingeladen. Die Fragestellung übernehmen hiebei die in § 9 genannten Referenten.

Das Colloquium erstreckt sich über das Fach, für welches der Bewerber sich habilitiren will, und über die demselben benachbarten Fächer. Der Dekan führt über das Resultat des Colloquiums ein Protokoll, das von sämtlichen anwesenden Mitgliedern der Fakultät unterzeichnet werden muss.

§ 11. Ist das Colloquium zu Gunsten des Bewerbers ausgefallen, so folgt die öffentliche Probevorlesung.

Für diese bestimmen die in § 9 genannten Referenten mehrere Themata, aus welchen sich der Kandidat eines wählt. Spätestens acht Tage nach Mitteilung der Themata an den Kandidaten ist die Vorlesung zu halten.

Zu dieser Vorlesung hat der Kandidat durch Anschlag am schwarzen Brett öffentlich einzuladen.

§ 12. Nach der Probevorlesung erfolgt das Schlussurteil der Fakultät über die Frage, ob und für welche Fächer dem Bewerber die „Venia legendi“ zu erteilen sei.

Die Fakultät erstattet hierüber der Erziehungsdirektion Bericht; diese entscheidet definitiv über die Zulassung des Bewerbers.

§ 13. Die Gebühren für die Habilitation betragen Fr. 50.

§ 14. Bevor der zugelassene Dozent seine Lehrtätigkeit an der Universität eröffnet, hat er einen Revers zu unterzeichnen, dass ihm aus der Habilitation keinerlei Ansprüche auf Besoldung und Beförderung erwachsen.

§ 15. Wenn ein Privatdozent ohne genügende, von der Fakultät anerkannte Gründe während dreier Semester keine Vorlesungen hält, so hat die Erziehungsdirektion auf Bericht der Fakultät zu entscheiden, ob er noch als Privatdozent zu betrachten sei oder nicht.

Anmerkung. Seit Ausarbeitung obiger Statuten ist eine theologische Fakultät zu den in § 1 genannten hinzugegetreten (Herbst 1890). Ob und inwiefern dadurch Abänderungen dieser Statuten bedingt sind, wird später entschieden werden.

43. 6. Statuten der Universität Freiburg i. d. Schweiz. Vorschriften für die Studirenden.

§ 1. Die Aufnahme der Studirenden geschieht durch die Immatrikulation.

§ 2. Wer immatrikulirt werden will, hat sich zunächst bei dem Rektor, sodann bei dem Dekan derjenigen Fakultät, welcher er angehören will, im Anmeldungs-buche einzuschreiben und dem Dekane seine Studien- und Sittenzeugnisse

zu überreichen. Diese legt der Dekan der Fakultät vor, welche über die Frage, ob sie zur Immatrikulation genügen, dem Rektor ihr Gutachten abgibt. Auf Grund dieses Gutachtens entscheidet der Rektor über die Zulassung des Studirenden zur Immatrikulation.

§ 3. Die Immatrikulation wird dadurch bewirkt, dass der Aufzunehmende, nachdem er durch sein Handgelübde dem Rektor und den Satzungen der Universität, so lange er ihr angehört, Gehorsam versprochen hat, sich eigenhändig in das Matrikelbuch der Universität einzeichnet.

§ 4. Die Anmeldezeit zur Immatrikulation für das Wintersemester beginnt am 15. Oktober und dauert bis zum 15. November. Die Anmeldezeit zur Immatrikulation für das Sommersemester wird im Lektionsverzeichnisse bekannt gemacht.

§ 5. Nach Ablauf der Anmeldezeit wird kein Studirender mehr immatrikulirt. Ausnahmen hiervon für den Fall nachgewiesener Krankheit oder anderer ausserordentlicher Ursachen sind in das Ermessen des Rektors gestellt.

§ 6. Die für die Immatrikulation zu entrichtende Gebühr beträgt Fr. 30. Dieser Betrag wird um ein Drittel ermässigt für diejenigen, welche sich zum zweiten Male immatrikuliren lassen, vorausgesetzt, dass sie bei ihrem früheren Abgange ein Abgangszeugnis genommen haben.

Die Gebühr ist vor der Immatrikulation an den Universitätssekretär zu entrichten.

§ 7. Unmittelbar nach der Immatrikulation wird jedem Studirenden verabfolgt:

1. eine Matrikelurkunde;
2. eine Legitimationskarte; dieselbe hat nur für das laufende Semester Gültigkeit und muss bei Beginn eines neuen Semesters im Universitätssekretariate umgetauscht werden;
3. ein rubrizirtes Zeugnisbuch, in welches eingetragen werden:
 - a. durch den Studirenden (bei Beginn eines jeden Semesters): die Vorlesungen, die er zu hören wünscht;
 - b. durch die betreffenden Dozenten: die Bescheinigung der geschehenen Anmeldung und (am Schlusse des Semesters) der erfolgten Abmeldung, und zwar jedesmal unter Beifügung von Datum und Unterschrift.

§ 8. Die zur Immatrikulation erforderlichen Zeugnisse bleiben bis zum Abgange von der Universität auf dem Universitätssekretariate deponirt. Sie können auf Verfügung des Rektors vorübergehend nur gegen Einlage der Matrikel ausgehändigt werden.

§ 9. Verliert ein Studirender seine Legitimationskarte, so hat er binnen 24 Stunden gegen Entrichtung einer Gebühr von Fr. 1 eine neue zu lösen.

§ 10. Beim Abgange von der Universität erhält jeder Studirende von dem Rektor ein Abgangszeugnis, wofür vorher Fr. 15 auf dem Universitätssekretariate einzuzahlen sind.

Die Aushändigung des Abgangszeugnisses erfolgt nur gegen Vorlage:

1. eines Scheines des Bibliothekars, dass der Abgehende keine Verpflichtungen gegen die Universitäts- und Kantonalbibliothek hat;
2. des Zeugnisbuches mit den gehörigen Bescheinigungen der Dozenten;
3. der Quittung des Universitätssekretärs über die entrichtete Gebühr für das Abgangszeugnis.

§ 11. Das mit der Unterschrift des Rektors und des Universitätssekretärs versehene Abgangszeugnis hat zu enthalten:

1. Namen-, Alter, Geburts- und Heimatsort des Studirenden;
2. die auf der Universität gehörten Vorlesungen;
3. die Dauer des Aufenthaltes an der Universität;
4. ein Zeugnis über das sittliche Verhalten.

§ 12. Die Vorlesungen, welche sämtlich unentgeltlich gehalten werden, zerfallen in öffentliche und private.

§ 13. Der Besuch einzelner Vorlesungen, sowohl privater als öffentlicher, kann auch Nichtimmatrikulirten, welche das 17. Lebensjahr vollendet haben, gegen Lösung einer Karte gestattet werden.

Solche ausserordentliche Hörer bedürfen, um Privatvorlesungen beizuwohnen, ausser der Genehmigung des Rektors der ausdrücklichen Zustimmung des betreffenden Dozenten; zur Teilnahme an den öffentlichen Vorlesungen genügt für sie die Anmeldung bei dem Rektor.

§ 14. Jeder Studirende darf in jeder Vorlesung dreimal hospitiren. Will er eine Vorlesung öfter besuchen, so hat er sich auf dieselbe, auch wenn sie eine öffentliche ist, in Gemässheit des § 7, Ziffer 3, anzumelden.

§ 15. Studirende, welche an die Universität kommen, um zu promoviren, sind verpflichtet, sich immatrikuliren zu lassen.

§ 16. Akademische Prüfungen finden nur statt behufs Erlangung akademischer Grade, und in Fällen, in welchen das Privatinteresse eines Studirenden eine Prüfung wünschenswert erscheinen lässt oder fordert, z. B. zur Erwerbung oder zum Fortgenusse eines Stipendiums. In solchen Fällen werden die Dozenten über des Studirenden Fleiss und Fortschritte eine Bescheinigung ausstellen.

§ 17. Disziplinarvergehen werden aus dem Gesichtspunkte der Ordnung, Sitte und Ehre des akademischen Lebens vom Rektor und vom Dekan der betreffenden Fakultät untersucht, und in Gemässheit der unten folgenden Bestimmungen bestraft.

Beschwerden über Beleidigungen der Studirenden untereinander sind bei dem Rektor vorzubringen. Bezüglich der Beschwerden von Studirenden über Nichtstudirende ist es wünschenswert, dass sie zur Kenntnis des Rektors gebracht werden, damit dieser nach Umständen des Falles interveniren könne.

§ 18. Zur Handhabung der Disziplin an der Universität werden folgende Strafen angewandt:

1. Einfacher Verweis; derselbe wird vom Rektor in dessen Amtszimmer erteilt;
2. geschärfter Verweis; derselbe wird vom Rektor vor versammeltem Senate erteilt;
3. Androhung der Entfernung von der Universität;
4. zeitweilige Entfernung von der Universität für ein oder zwei Semester;
5. Relegation; dieselbe besteht in der öffentlich am schwarzen Brett anzuschlagenden Entscheidung, dass der Relegirte für immer unfähig ist, der Universität anzugehören.

Über sämtliche Strafen wird bei ihrer Vollziehung ein Protokoll aufgenommen, welches vom Disziplinarbeamten zu unterschreiben ist.

§ 19. Der Beschluss, die in § 18 unter Ziffer 1 normirte Strafe zu verhängen, erfolgt durch den Rektor; die Anwendung der übrigen Strafen wird durch den Senat beschlossen.

§ 20. Gegen denjenigen Studirenden, welcher sich nach einer Vorladung der gegen ihn eingeleiteten Untersuchung entzieht, wird per contumaciam verhandelt.

§ 21. Über die Wiederaufnahme von Studirenden, welche von der Universität entfernt worden sind, entscheidet der Senat. Derselbe hat auch die Entscheidung über Aufnahme solcher Studirenden, die von andern Universitäten entfernt worden sind.

§ 22. Von allen gegen Studirende verfügten Strafen von der „zeitweiligen Entfernung von der Universität“ an aufwärts soll den Eltern oder Vormündern der Bestraften Nachricht gegeben werden.

§ 23. Versammlungen der Studirenden, welche in den Räumen der Universität abgehalten werden, bedürfen der vorher einzuholenden Genehmigung des Rektors.

§ 24. Den Studirenden ist es gestattet, unter sich Vereine oder Gesellschaften zu bilden. Will eine solche Gesellschaft äussere Abzeichen tragen, so muss sie

solche wählen, welche von den in den bereits bestehenden Gesellschaften üblichen Abzeichen verschieden sind.

§ 25. Jede Studentengesellschaft ist verpflichtet, sofort nach ihrer Gründung dem Rektor die Statuten zur Genehmigung vorzulegen und die Namen der gewählten Vorstandsmitglieder anzuzeigen. Von jeder Abänderung der Statuten ist spätestens binnen einer Woche dem Rektor behufs Genehmigung Kenntnis zu geben. Ausserdem sind in den ersten vier Wochen jedes Semesters dem Rektor anzuzeigen: Ort und Zeit der regelmässigen Zusammenkünfte, die Namen der derzeitigen Vorstände und aller Mitglieder der Gesellschaft.

§ 26. Die Studenten, sowie die Studentengesellschaften unterstehen übrigens den allgemeinen Landesgesetzen.

§ 27. Duell und Mensur werden mit der Relegation bestraft.

44. 7. Statuten der Universität Freiburg i. d. Schweiz. Promotionsordnung der juristischen Fakultät.

§ 1. Die juristische Fakultät erteilt zwei Grade: den eines Licentiaten und den eines Doktors.

A. Licentiaten-Promotion.

§ 2. Wer den Grad eines Licentiaten erwerben will, hat sich schriftlich beim Dekan anzumelden. Der Anmeldung sind beizufügen:

1. eine kurze Skizze des bisherigen Lebens- und Bildungsganges;
2. beglaubigte Zeugnisse über die bisherigen Studien des Bewerbers;
3. ein von den bisherigen Vorgesetzten ausgestelltes Sitten-Zeugnis.

Die sub 2 genannten Zeugnisse haben nachzuweisen

- a. dass die wissenschaftliche Vorbildung des Bewerbers den Bedingungen genügt, welche für die Immatrikulation an hiesiger Hochschule gestellt werden und
- b. dass der Bewerber während drei Jahren an einer Universität oder einer entsprechenden höhern Lehranstalt studirt hat.

§ 3. Das Licentiaten-Examen ist nur ein mündliches.

§ 4. Die genaueren Bestimmungen über diese Prüfung enthält ein von der Fakultät entworfenes Reglement. Sie erstreckt sich über die an der Fakultät gelehrtten Disziplinen, nämlich:

Encyklopädie des Rechts; Naturrecht; Pandekten; Institutionen und Rechtsgeschichte; Zivilrecht; Zivilprozess; Strafrecht und Strafprozess; Internationales Privatrecht; Völkerrecht; Staatsrecht; Nationalökonomie.

§ 5. Die Prüfung kann in einer oder mehreren Sitzungen abgenommen werden. Der Dekan setzt jeweilen die Zeit fest und bezeichnet die Professoren, welche die Prüfung abzunehmen haben; die Fragestellung in jedem der genannten Fächer darf nicht länger als eine halbe Stunde dauern.

§ 6. Das Licentiaten-Examen wird abgekürzt für diejenigen Bewerber, welche jeweilen am Ende ihrer beiden ersten Studienjahre oder doch am Ende eines derselben über die bis dahin gehörten Vorlesungen bereits eine Prüfung bestanden haben. In diesem Falle erstreckt sich das Licentiaten-Examen nur auf diejenigen Fächer, in welchen der Bewerber noch nicht geprüft worden ist.

Die Teilprüfungen, welche so der Studirende anticipando bestehen kann, werden von den Professoren abgenommen, welche der Dekan bezeichnet. Die Fragestellung dauert in jedem Fache eine Viertelstunde.

§ 7. Nach dem Licentiaten-Examen, sowie nach jedem Teil-Examen entscheidet die Kommission, ob und mit welchem Prädikate der Kandidat jeweilen die ganze Prüfung bestanden hat.

Die Prädikate lauten: 1 egregie; 2 cum laude; 3 legitime.

Das Resultat wird vom Dekan am schwarzen Brett bekannt gegeben.

§ 8. Die Promotion erfolgt durch Überreichung des Diploms von seiten des Dekans.

Das Diplom ist vom Dekan eigenhändig zu unterzeichnen und mit dem Fakultätssiegel zu versehen.

Der Promovirte hat seinen Namen beim Dekan in ein eigens dazu bestimmtes Album eigenhändig einzutragen, wobei der Dekan die übrigen Umstände der Promotion hinzufügt.

§ 9. Die Gebühren für die Promotion zum Licentiaten betragen Fr. 100. Die Gebühren für ein Teilexamen betragen Fr. 30. Diese Gebühren werden von der für die Promotion festgesetzten Gesamtsumme abgezogen.

Der Betrag muss jeweilen dem Universitätssekretär eingehändigt werden.

B. Doktor-Promotion.

§ 10. Der Grad des Doktors ist höher als derjenige des Licentiaten. Zur Erlangung des ersteren ist indes die des letzteren nicht erforderlich.

§ 11. Wer den Grad des Doktors erwerben will, hat zunächst dieselben Bedingungen zu erfüllen, welche in § 2 an den Kandidaten für das Licentiat gestellt werden.

§ 12. Von dem Kandidaten für das Doktorat werden sodann gefordert:

- a. Eine grössere wissenschaftliche Abhandlung (Dissertation);
- b. vier schriftliche Arbeiten über Themata, welche von der Fakultät gegeben werden;
- c. ein mündliches Examen.

§ 13. Die Dissertation ist zugleich mit der Anmeldung und den in § 11, bezw. § 2 genannten Schriftstücken beim Dekan einzureichen. Dieselbe muss im Manuskript vorliegen; dieses soll deutlich geschrieben und paginirt sein.

Ausnahmsweise kann unter Genehmigung der Fakultät an die Stelle einer handschriftlichen Dissertation ein Druckwerk treten.

Der Gegenstand der Dissertation ist der freien Wahl des Kandidaten überlassen; er muss indes im Kreise der an der juristischen Fakultät gelehrtten Fächer liegen.

Die Dissertation kann in lateinischer, französischer oder deutscher Sprache abgefasst sein. Sollte vom Kandidaten eine andere Sprache gewünscht werden, so hat die Fakultät über ihre Zulässigkeit zu entscheiden.

§ 14. Der Dissertation ist eine Erklärung beizulegen, in welcher der Bewerber auf Ehrenwort versichert, dass die Arbeit von ihm selbst verfasst sei.

§ 15. Der Dekan legt die Dissertation der Fakultät vor. Diese ernennt zur Prüfung und Begutachtung der Arbeit zwei Referenten (einen Hauptreferenten und einen Korreferenten) aus der Zahl derjenigen Professoren, in deren Fach der Gegenstand der Dissertation fällt. Im Falle des Bedürfnisses kann auch ein Mitglied einer anderen Fakultät um Übernahme eines Referates ersucht werden.

Mit den motivirten schriftlichen Urteilen der Referenten versehen, zirkulirt die Arbeit bei den einzelnen Professoren der Fakultät und geht sodann an den Dekan zurück. Unter Zugrundelegung der Anträge der Referenten entscheidet die Fakultät auf Zulassung oder Abweisung des Bewerbers; im erstern Falle trifft der Dekan die erforderlichen Einleitungen zur schriftlichen und mündlichen Prüfung.

§ 16. Als Grundlage für die Anträge der Referenten selbst hat die Forderung zu gelten, dass die Arbeit Zeugnis ablege von der Vertrautheit des Verfassers mit dem betreffenden Gegenstande, von Klarheit und Selbständigkeit des Urteils und sprachlicher Gewandtheit. Angabe der wichtigeren vom Verfasser benutzten Hilfsmittel wird vorausgesetzt.

§ 17. Das schriftliche Examen besteht in vier Arbeiten; von diesen beschlägt

die erste ein Thema aus dem Gebiete des Pandektenrechts oder des Zivilrechts, je nach der Wahl des Kandidaten;

die zweite ein Thema aus dem Gebiete des römischen Rechts (Institutionen);
die dritte ein Thema aus dem Gebiete des Strafrechts oder des Strafprozesses;

die vierte ein Thema aus einem Gebiete, das der Kandidat unter den an der Fakultät gelehrtten Fächern frei wählen kann.

Die Themata für diese Arbeiten werden durch eine Kommission bestimmt, welche der Dekan ernannt. Diese Kommission gibt auch das Urteil über die Arbeiten selbst ab.

Für jede Arbeit sind sechs Stunden eingeräumt. Der Kandidat darf dabei nur die verschiedenen Gesetzbücher zur Hand haben.

Diejenigen Kandidaten, welche an hiesiger Fakultät den Grad des Licentiaten erworben haben, oder ein von dieser Fakultät als gleichwertig anerkanntes Diplom vorweisen können, sind vom schriftlichen Examen dispensirt.

§ 18. Für das mündliche Examen gelten die Bestimmungen der §§ 4 und 5. Es unterscheidet sich indessen von der Licentiatenprüfung darin, dass von dem Kandidaten für die Doktorwürde eine umfassendere und tiefere Kenntniss der Prüfungsfächer gefordert wird.

§ 19. Unmittelbar nach der mündlichen Prüfung geben die Examinatoren ihr Urteil ab, und der Dekan teilt das Resultat dem Kandidaten mit.

§ 20. Es werden für die Dissertation, die schriftliche und die mündliche Prüfung besondere Zensuren erteilt. Dieselben lauten (vorausgesetzt, dass die Prüfung überhaupt mit Erfolg bestanden worden ist): 1 egregie; 2 cum laude; 3 legitime.

§ 21. Hat der Kandidat die schriftliche oder die mündliche Prüfung nicht bestanden, so kann ihm die Fakultät eine Frist setzen, vor deren Ablauf er sich nicht von neuem zur Prüfung melden kann. Diese Frist darf nicht weniger als vier und nicht mehr als sechs Monate betragen.

Aus besonderen Gründen kann die Fakultät die Wiederholung einer Prüfung ohne weiteres versagen.

Nach zweimaliger Abweisung eines Kandidaten wird keine weitere Meldung angenommen.

§ 22. Die Promotion erfolgt durch Überreichung des Diploms von seiten des Dekans.

Das weitere wie bei § 8.

§ 23. Die Gebühren für die Doktorpromotion betragen Fr. 350. Über Entrichtung und Verteilung dieser Summe gelten folgende Bestimmungen:

a. für die Prüfung der Dissertation werden Fr. 100 entrichtet, welche der Kandidat bei seiner Anmeldung (bezw. bei der Einreichung der Dissertation) dem Universitätssekretär einzuhändigen hat. Diese Summe bleibt verfallen, auch wenn die Dissertation zurückgewiesen und der Kandidat nicht zur schriftlichen und mündlichen Prüfung zugelassen wird.

b. Die Gebühren für das schriftliche Examen belaufen sich auf Fr. 100, welche unmittelbar nach Ansetzung des Termins für dasselbe zu entrichten sind. Hievon wird die Hälfte zurückgegeben, wenn der Kandidat die Prüfung nicht besteht.

Die vom schriftlichen Examen befreiten Kandidaten haben die für dasselbe angesetzten Gebühren nicht zu bezahlen.

c. Die Gebühren für die mündliche Prüfung betragen Fr. 150, welche ebenfalls unmittelbar nach Ansetzung des bez. Termins zu entrichten sind. Wenn der Kandidat das mündliche Examen nicht besteht, werden ihm zwei Drittel der genannten Summe zurückerstattet.

§ 24. Ausserordentlicher Weise kann die Fakultät den Dokortitel ohne Prüfung „honoris causa“ erteilen als eine freiwillig von ihr bezeugte Anerkennung ausgezeichneter Verdienste um die Wissenschaft. Der Antrag zu einer solchen Promotion muss von drei Mitgliedern der Fakultät gestellt und schriftlich

motiviert werden, und nur wenn zwei Drittel der Mitglieder der Fakultät in geheimer Abstimmung den Vorschlag billigen, erfolgt durch Übersendung des Diploms die Promotion.

Die Promotion „honoris causa“ geschieht gebührenfrei.

45. 8. Statuten der Universität Freiburg i. d. Schweiz. Promotionsordnung der philosophischen Fakultät.

§ 1. Wer die Doktorwürde erwerben will, hat sich schriftlich beim Dekan anzumelden. Der Anmeldung sind beizufügen:

1. eine kurze Skizze des bisherigen Lebens- und Bildungsganges;
2. beglaubigte Zeugnisse über Studien und eventuelle Prüfungen;
3. ein von den bisherigen Vorgesetzten ausgestelltes Sittenzeugnis.

Die sub 2 genannten Zeugnisse haben nachzuweisen, dass

- a. die wissenschaftliche Vorbildung des Bewerbers den Bedingungen genügt, die für die Immatrikulation an hiesiger Hochschule gestellt werden, und
- b. der Bewerber während drei Jahren an einer Universität oder einer entsprechenden höheren Lehranstalt studiert hat.

In zweifelhaften Fällen entscheidet der Rektor über die Zulässigkeit der Bewerbung.

§ 2. Die Promotion erfolgt auf Grund:

1. einer wissenschaftlichen Abhandlung (Dissertation);
2. eines mündlichen Examens.

§ 3. Die Dissertation ist zugleich mit der Anmeldung und den in § 1 genannten Schriftstücken einzureichen. Dieselbe muss im Manuskript vorliegen. Ausnahmsweise kann jedoch unter Genehmigung der Fakultät an die Stelle einer handschriftlichen Dissertation ein Druckwerk treten.

Der Gegenstand der Dissertation ist der freien Wahl des Kandidaten überlassen; er muss indes im Kreise der an der philosophischen Fakultät gelehrtten Fächer liegen (vgl. § 9).

Die Dissertation kann in lateinischer, französischer, deutscher, italienischer oder englischer Sprache abgefasst sein. Sollte vom Kandidaten eine andere Sprache gewünscht werden, so hat die Fakultät über ihre Zulässigkeit zu entscheiden.

Das Manuskript soll deutlich und sauber geschrieben, paginiert und geheftet sein.

§ 4. Der Dissertation ist eine Erklärung beizulegen, in welcher der Bewerber auf Ehrenwort versichert, dass die Arbeit von ihm selbst verfasst sei.

§ 5. Der Dekan legt die Dissertation der Fakultät vor. Diese ernennt zur Prüfung und Begutachtung derselben zwei Referenten (einen Haupt- und einen Korreferenten) aus der Zahl derjenigen Professoren, in deren Fach der Gegenstand der Dissertation fällt. Im Falle des Bedürfnisses kann auch ein Mitglied einer andern Fakultät um Übernahme eines Referates ersucht werden.

Mit den motivierten schriftlichen Urteilen der Referenten versehen, zirkuliert die Arbeit bei den einzelnen Professoren der Fakultät und geht sodann an den Dekan zurück. Unter Zugrundelegung der Anträge der Referenten entscheidet die Fakultät auf Zulassung oder Abweisung des Bewerbers; in ersterem Falle trifft der Dekan die erforderlichen Einleitungen zur mündlichen Prüfung.

§ 6. Als Grundlage für die Anträge der Referenten selbst hat die Forderung zu gelten, dass die Arbeit Zeugnis ablege von der Vertrautheit des Verfassers mit dem betreffenden Gegenstande, von Klarheit und Selbständigkeit des Urteils und sprachlicher Gewandtheit. Angabe der wichtigeren vom Verfasser benützten Hilfsmittel wird vorausgesetzt.

§ 7. Der Kandidat verpflichtet sich für den Fall, dass er das mündliche Examen besteht, die Dissertation innerhalb Jahresfrist auf seine Kosten drucken

zu lassen und 200 Exemplare derselben der Fakultät abzuliefern. Auf dem Titelblatt müssen Zeit und Ort der Promotion angegeben sein.

Ist die Arbeit umfangreich, so kann es dem Bewerber gestattet werden, einen Teil derselben als Dissertation drucken zu lassen. Indessen muss der bezügliche Abschnitt zum mindesten zwei Druckbogen umfassen und der Verfasser hat denselben schon bei der Einreichung der Arbeit genau zu bezeichnen.

§ 8. Die mündliche Prüfung erstreckt sich zunächst auf dasjenige Fach, welchem der Gegenstand der Dissertation entnommen ist (Hauptfach), sodann auf zwei weitere Fächer (Nebenfächer), welche der Kandidat aus den in § 9 genannten auswählen kann.

§ 9. Prüfungsfächer sind: 1. Philosophie und Pädagogik; 2. griechische Philologie; 3. lateinische Philologie; 4. germanische Philologie; 5. romanische Philologie; 6. slavische Philologie; 7. Sanskrit; 8. indogermanische Sprachwissenschaft; 9. orientalische Philologie; 10. Geschichte; 11. Archäologie und Kunstgeschichte; 12. Nationalökonomie.

Ob ein hier nicht genanntes Fach gewählt oder eines der genannten anders begrenzt werden könne, entscheidet in jedem Falle die Fakultät.

§ 10. Die Prüfung wird von je einem Vertreter der drei Prüfungsfächer vorgenommen. Ist ein Fach an der Universität durch mehrere Professoren vertreten, so bestimmt der Dekan unter billiger Berücksichtigung der Wünsche des Kandidaten den Examinator.

Ausser den drei Examinatoren ist bei der Prüfung als Vertreter der Fakultät der Dekan anwesend, welcher den Gang der Prüfung leitet, bei der Festsetzung des Urteils mitwirkt und über die Prüfung ein Protokoll aufnimmt. Ist der Dekan selbst Examinator, so tritt an seine Stelle der Prodekan.

§ 11. Die Prüfung dauert für das Hauptfach eine ganze, für jedes der beiden Nebenfächer eine halbe Stunde.

Das Urteil wird unmittelbar nach der Prüfung durch die drei Examinatoren unter Vorsitz des Dekans festgestellt und sodann durch den Dekan (bezw. Prodekan) dem Kandidaten mündlich bekannt gegeben.

§ 12. Für die mündliche Prüfung einer-, die Dissertation anderseits werden besondere Zensuren gegeben. Die Ausdrücke hiefür sind indessen gleichlautend, nämlich: 1 egregie; 2 cum laude; 3 legitime.

§ 13. Weist die Prüfungskommission den Kandidaten infolge der mündlichen Prüfung ab, so kann sie ihm hiebei für eine Wiederholung derselben eine Frist setzen, die jedoch nicht weniger als vier und nicht mehr als sechs Monate betragen darf.

Aus besonderen Gründen kann die Fakultät die Wiederholung einer Prüfung versagen.

Nach zweimaliger Abweisung eines Kandidaten wird keine weitere Meldung desselben angenommen.

§ 14. Die Promotionsurkunde (Doktordiplom) wird erst nach Ablieferung der 200 Exemplare der Dissertation verabfolgt.

§ 15. Die Gebühren für die Promotion betragen Fr. 300. Über die Entrichtung und Verteilung derselben gelten folgende Bestimmungen:

- a. Für die Prüfung der Dissertation werden Fr. 100 bezahlt, welche der Kandidat bei der Einreichung der Dissertation dem Universitätssekretär einzuhandigen hat. Diese Summe bleibt verfallen, auch wenn die Dissertation zurückgewiesen und der Kandidat nicht zur mündlichen Prüfung zugelassen werden sollte.
- b. Für die mündliche Prüfung werden Fr. 200 entrichtet und zwar unmittelbar nach Ansetzung des Termins derselben. Davon werden Fr. 150 zurückerstattet, wenn nach der Prüfung eine Abweisung des Bewerbers erfolgt.

Falls die Dissertation eine von der Fakultät mit dem Preise gekrönte Arbeit ist, sind keine Promotionsgebühren zu entrichten.

§ 16. Ausserordentlicher Weise kann die Fakultät den Dokortitel ohne Prüfung „honoris causa“ erteilen als eine freiwillig von ihr bezeugte Anerkennung ausgezeichneter Verdienste um die Wissenschaft. Der Antrag zu einer solchen Promotion muss von drei Mitgliedern der Fakultät gestellt und schriftlich motiviert werden, und nur wenn zwei Drittel der Mitglieder der Fakultät in geheimer Abstimmung den Vorschlag billigen, wird das Diplom erteilt.

Die Promotion „honoris causa“ geschieht gebührenfrei.

46. 9. Reglement über die Erteilung der Doktorwürde an der philosophischen Fakultät der Hochschule Bern. (Erlass des Regierungsrates vom 21. Mai 1890.)

§ 1. Die Anmeldung zur Erlangung der Doktorwürde in der philosophischen Fakultät geschieht schriftlich bei dem Dekan der Fakultät.

§ 2. Dem Anmeldungsschreiben sind beizufügen:

- a. eine Dissertation im Manuskript in lateinischer Sprache oder in einer der modernen Hauptsprachen. Ausnahmsweise kann jedoch an Stelle der Dissertation im Manuskript eine Druckschrift angenommen werden;
- b. eine Lebensbeschreibung des Kandidaten, die in derselben Sprache wie die Dissertation zu verfassen ist;
- c. ein Sittenzeugnis und Zeugnisse über den Gang der wissenschaftlichen Ausbildung;
- d. eine Summe von Fr. 300, welche bei der Anmeldung zu erlegen ist.

§ 3. Die philosophische Fakultät zerfällt in Rücksicht der Doktorprüfungen in zwei Sektionen:

1. in die philosophisch-historische und
2. in die mathematisch-naturwissenschaftliche.

Der Kandidat bestimmt drei Fächer, in denen er examinirt werden will, indem er eines derselben als Hauptfach bezeichnet.

§ 4. Als Prüfungsfächer gelten:

- a. in der philosophisch-historischen Abteilung: 1. Philosophie; 2. griechische Philologie; 3. lateinische Philologie; 4. deutsche Philologie oder Literatur; 5. romanische Philologie und Literatur; 6. slavische Philologie; 7. orientalische Philologie; 8. vergleichende Sprachwissenschaft u. Sanskrit; 9. Geschichte; 10. Archäologie und Kunstgeschichte; 11. Nationalökonomie;
- b. in der mathematisch-naturwissenschaftlichen Abteilung: 1. Mathematik; 2. Astronomie; 3. Physik; 4. Chemie; 5. Mineralogie; 6. Geologie; 7. Botanik; 8. Zoologie; 9. Geographie.

Zugelassen sind ausserdem Dissertationen pharmakognostischen Inhalts; jedoch haben die Bewerber für das mündliche Examen drei der sub b. genannten Fächer zu bezeichnen.

§ 5. In den einzelnen Fächern examinieren diejenigen Professoren, welche für den Vortrag derselben angestellt sind. Wenn jedoch mehrere Professoren desselben Faches an der Hochschule tätig sind, so examinieren sie abwechselnd.

§ 6. Vor dem mündlichen Examen werden dem Kandidaten drei Fragen vorgelegt, die er schriftlich, ohne Hilfsmittel, unter Klausur zu beantworten hat. Es werden ihm zur Lösung jeder dieser Fragen drei Stunden Zeit gegönnt. Über die Beantwortung erstattet der Professor, von welchem die Frage gestellt wurde, der Fakultät vor Beginn des mündlichen Examens Bericht.

§ 7. Die Beurteilung des mündlichen Examens, bei welchem für das Hauptfach 45 Minuten, für jedes Nebenfach 30 Minuten verwendet werden, geschieht in der Sitzung der Fakultät durch die Professoren, welche das Examen abgehalten haben. Wenn die Mehrzahl ihrer Stimmen sich für den Doktoranden entscheidet, so wird dem Kandidaten die Doktorwürde entweder summa cum laude oder magna cum laude oder cum laude erteilt.

Kandidaten, welche das schweizerische Staatsexamen für Pharmaceuten bestanden haben, können von den Klausurarbeiten dispensirt werden. Ebenso können Kandidaten, welche als Mitglieder eines der bei der philosophischen

Fakultät der Universität Bern bestehenden Seminarien eine preisgekrönte Arbeit geliefert, und solchen, welche das bernische Gymnasiallehrerexamen mit Erfolg bestanden haben, die Klausurarbeiten erlassen werden.

§ 8. Ergibt sich Stimmenmehrheit für den Kandidaten, so wird ihm, sobald seine Dissertation gedruckt und der Fakultät in 150 Exemplaren eingereicht ist, das Doktordiplom ausgehändigt.

Erhält der Kandidat nicht die Mehrheit der Stimmen, so wird er abgewiesen; er erhält dabei die Hälfte der nach § 2 erlegten Summe zurück. Eine Wiederholung des Examens wird ihm nicht vor Ablauf eines halben Jahres gestattet.

§ 9. Die von dem Kandidaten bezahlte Gebühr wird, nach Abzug der Kosten für den Druck des Diploms, unter die Examinatoren, den Dekan und den Sekretär gleichmässig verteilt. Der Abwart der Hochschule erhält Fr. 10; weitere Fr. 20 sollen der Bibliothek der Hochschule zufallen.

§ 10. Die Formel, welche der Dekan dem Doktoranden nach beendigter Prüfung vorspricht und auf welche der Doktorand das Handgelübde an Eidesstatt ablegt, lautet:

„Ich gelobe der akademischen Würde, die mir heute verliehen worden ist, stetsfort Ehre zu machen; ich verspreche der Wissenschaft, der ich mich gewidmet habe, stets, so viel ich vermag, zu dienen und ihre Würde aufrecht zu erhalten; ich gelobe, die wissenschaftliche Erforschung der Wahrheit stets als eine hohe und ernste Aufgabe zu betrachten.“

§ 11. Die philosophische Fakultät behält sich vor, aus eigenem Antrieb an Männer von vorzüglicher Gelehrsamkeit und ausgezeichneten Verdiensten durch einstimmigen Beschluss die Würde eines Doktors der Philosophie honoris causa zu erteilen.

§ 12. Hiemit wird das Reglement vom 5. November 1884 aufgehoben.

47. 10. Promotionsordnung der ersten Sektion der philosophischen Fakultät der Hochschule Zürich. (Vom 31. Mai 1890.)

§ 1. Gemäss § 139 des Gesetzes über das gesamte Unterrichtswesen des Kantons Zürich vom 23. Christmonat 1859 steht jeder der beiden Sektionen der philosophischen Fakultät das Recht zu, die Würde eines Doktors der Philosophie zu erteilen.

§ 2. Die erste Sektion der philosophischen Fakultät erteilt die Doktorwürde:

1. Infolge einer bei ihr eingereichten Bewerbung auf Grundlage einer Dissertation und einer Prüfung;
2. ohne vorangegangene Bewerbung von sich aus und unentgeltlich auf Grund anerkannter Verdienste um die Wissenschaft (Ehrenpromotion).

I. Promotion infolge eingereichter Bewerbung.

§ 3. Die Bewerbung geschieht bei dem Dekan der Sektion durch ein schriftliches Ansuchen, in welchem der Bewerber sein Haupt- und Nebenfach zu bezeichnen und welchem er beizulegen hat:

1. Einen kurzen Abriss seines Bildungs- und Studienganges (curriculum vitae);
2. genügende Zeugnisse darüber, dass er ein Triennium des akademischen Kurses zurückgelegt hat;
3. ein genügendes Sittenzeugnis;
4. eine Dissertation in Manuskript, deren Gegenstand dem vom Kandidaten vorgeschlagenen Hauptfach entnommen sein muss.

In besonderen Fällen kann das sub 2 bemerkte Erfordernis durch Sektionsbeschluss erlassen werden.

In Ausnahmefällen, welche jedoch einem Spezialbeschluss der Sektion unterliegen, kann, an Stelle der unter 4 geforderten Dissertation in Manuskript, eine Druckschrift angenommen werden.

§ 4. Der Dekan übermittelt diese Eingabe zur Prüfung und Begutachtung einem oder wenn möglich zwei Referenten aus der Zahl derjenigen Professoren,

in deren Fach der Gegenstand der Dissertation fällt. Falls dieselbe das vom Dekan vertretene Fach berührt, kann derselbe unter Mitteilung an die Sektion in die Stelle eines Referenten eintreten. Ebenso ist er im Falle des Bedürfnisses befugt, einen Privatdozenten oder ein Mitglied einer andern Fakultät um Übernahme eines Referates zu ersuchen.

Die Referenten stellen die Akten, begleitet von ihren motivirten schriftlichen Gutachten und einem darauf begründeten Antrag, dem Dekan zu Händen der Sektion zurück.

§ 5. Ist der Antrag auf Zulassung von Seite der (des) Referenten erfolgt, so gilt dieselbe als beschlossen, und der Dekan trifft die erforderlichen Einleitungen zur Prüfung, indem er zu gleicher Zeit die Akten in Zirkulation setzt. Sind dagegen die Referenten geteilter Meinung oder wünschen sie selbst einen Entscheid der Sektion, so bestimmt die letztere über die Zulassung zur Prüfung.

Im Falle der Nichtzulassung steht dem Bewerber nach Verfluss von sechs Monaten das Recht zu neuer Bewerbung zu, vorbehalten die Bestimmung von § 17.

§ 6. Die Prüfung ist zweifach, eine schriftliche und eine mündliche; die schriftliche geht stets voran.

§ 7. Die schriftliche Prüfung besteht:

1. In der Bearbeitung einer Aufgabe, welche der Kandidat innerhalb dreier Tage zu Hause, unter freier Benützung der wissenschaftlichen Hilfsmittel zu lösen hat;
2. in einer Klausurarbeit, die in einem halben Tage anzufertigen ist.

Die Aufgaben für die schriftliche Prüfung und die Sprache, in der sie zu bearbeiten sind, werden von denjenigen Professoren bestimmt, welchen dekretgemäss die Lehrstellen des vom Examinanden bezeichneten Hauptfaches (§ 3) übertragen sind.

Die Hausarbeit soll in der Regel dem Nebenfach, die Klausurarbeit in der Regel dem Hauptfach entnommen sein.

§ 8. Die schriftlichen Arbeiten werden von den Professoren, welche das Thema derselben stellten, schriftlich zensirt, samt der Beurteilung dem Dekan eingehändigt und von diesem bei der Sektion in Umlauf gesetzt.

§ 9. Die mündliche Prüfung besteht in einem Colloquium vor versammelter Sektion, welches sich auf das Hauptfach des Kandidaten (§ 3) und überdies auf ein weiteres in der philosophischen Fakultät vertretenes vom Examinanden auszuwählendes Fach bezieht.

§ 10. Der Dekan bestimmt den Termin der mündlichen Prüfung und setzt die Mitglieder der Sektion durch besondere Einladung von demselben in Kenntnis.

§ 11. Als Examinatoren wechseln die Vertreter jedes Faches in regelmässiger Reihenfolge ab. Der Dekan ist befugt, nötigenfalls Mitglieder der zweiten Sektion, beziehungsweise einer andern Fakultät, als Examinatoren zuzuziehen.

§ 12. Nach Beendigung der auf nicht länger als 2½ Stunden auszudehnenden Prüfung nimmt die Sektion die Beratung und Abstimmung über die Befähigung der Kandidaten vor.

§ 13. Denjenigen Bewerbern, welche die hier bestehende Diplomprüfung für Kandidaten des höheren Lehramtes in den philologisch-historischen Fächern mit Erfolg bestanden haben, wird die schriftliche Prüfung ganz erlassen, die mündliche auf die Dauer von 1½ Stunden beschränkt. Modifikationen in dieser teilweisen Erlassung, oder Ausdehnung derselben auf solche Kandidaten, die für das zürcherische Diplom ein Äquivalent zu bieten im stande sind, unterliegen, als Ausnahmefälle, einem Spezialbeschluss der Fakultät, zu welchem zwei Drittel der Sektionsmitglieder ihre Zustimmung geben müssen.

§ 14. Der Dekan macht dem Kandidaten das Resultat der Abstimmung mündlich bekannt.

§ 15. Die Zensurausdrücke für die Prüfung sind: 1. summa cum laude; 2. magna cum laude; 3. cum laude; 4. rite.

Ausserdem wird auf Grundlage eines Antrages der (des) Referenten ein Urtheil über die Dissertation in bestimmte Ausdrücke formulirt.

§ 16. Weist die Sektion den Kandidaten infolge des Ausganges der mündlichen Prüfung ab, so kann sie ihm hiebei eine Frist setzen, die nicht weniger als drei und nicht mehr als sechs Monate betragen darf, nach deren Ablauf er sich von neuem zur mündlichen Prüfung melden kann. Auch ist der Dekan verpflichtet, dem Kandidaten die einzelnen Fächer zu bezeichnen, in welchen dieser nach dem Urtheile der Sektion nicht die nötige Befähigung bewiesen hat.

§ 17. Nach zweimaliger Abweisung eines Kandidaten in der Prüfung wird keine weitere Meldung desselben mehr angenommen.

§ 18. Nach bestandener Prüfung hat der Doktorand 150 Exemplare seiner Dissertation, auf deren Titel Ort der Promotion und Name des die Arbeit begutachtenden und den Verfasser zur Promotion empfehlenden Referenten angegeben und welcher das curriculum vitae beigedruckt sein muss, an den Pedellen abzuliefern. Vor dem definitiven Druck ist dem Dekan ein Probeabdruck des Titelblattes und des curriculum zur Genehmigung vorzulegen.

§ 19. Von den eingereichten Exemplaren werden dem Dekan zwei und jedem Mitglied der Sektion, sowie jedem Mitgliede des Erziehungsrates je ein Exemplar eingehändigt. Ein Exemplar kommt in das Archiv der Sektion, eines in dasjenige des Senates. Der Rest wird an die Kantonalbibliothek abgeliefert.

Ein Titelblatt der Abhandlung kommt an das schwarze Brett.

§ 20. Sobald die Exemplare vollzählig abgeliefert sind, erfolgt durch den Dekan die Bekanntmachung der Promotion im Amtsblatte; sie wird datirt vom Tage der Ablieferung der Pflichtexemplare.

§ 21. Das von den (dem) Referenten festzustellende Diplom soll die Zensurausdrücke über die Prüfung und das Urtheil der Sektion über die Dissertation (§ 15) enthalten.

§ 22. Das Diplom wird datirt vom Tage der Publikation im Amtsblatt (§ 20), einerseits vom Rektor, anderseits von dem Dekan und dem Aktuar der Sektion unterzeichnet, mit dem Siegel der Hochschule und demjenigen der philosophischen Fakultät versehen und dem kreirten Doktor zugestellt.

§ 23. Von dem Diplom werden 50 Separatabdrücke angefertigt; von demselben erhält der Doktorand 20 Exemplare, jedes Mitglied der Sektion eines, je eines kommt in das Archiv der Sektion, in dasjenige des Senates und an das schwarze Brett.

§ 24. Die Gebühren für die Promotion betragen im ganzen Fr. 310.

- a. Für die Prüfung der Dissertation und der schriftlichen Arbeiten werden Fr. 80 entrichtet, welche der Examinand zugleich mit der Einreichung der in § 3 bezeichneten Aktenstücke dem Pedellen zu Händen des Dekans einzuhandigen hat. Diese Summe bleibt verfallen, auch wenn der Bewerber wegen mangelhafter Dissertation nicht zu den weiteren Prüfungen zugelassen werden sollte. Im Falle der Bewerber sich später wieder meldet, gilt diese Gebühr als bezahlt.
- b. Für die mündliche Prüfung und die Promotion werden Fr. 230 entrichtet, welche der Examinand dem Pedellen zu Händen des Dekans spätestens drei Tage nach Empfang der Einladung zur mündlichen Prüfung einzuhandigen hat. Davon bleiben Fr. 120 verfallen, auch wenn nach stattgehabter Prüfung eine Abweisung des Bewerbers erfolgen sollte; dagegen ist eine erneuerte mündliche Prüfung unentgeltlich.

§ 25. Die Gebühren verteilen sich in folgender Weise:

- a. Von den für die Prüfung der Dissertation und der schriftlichen Arbeiten eingegangenen Fr. 80 erhalten die Referenten (resp. der Referent), welcher die schriftlichen Arbeiten (resp. die schriftliche Arbeit) stellten und beurteilten (§§ 7 und 8) Fr. 20 zu gleichen Teilen. Die übrigen Fr. 60 kommen den (dem) Referenten über die Dissertation zu.

- b. Von den für die mündliche Prüfung und die Promotion zu entrichtenden Fr. 230 erhalten: 1. die Mitglieder der Sektion als Präsenzgeld Fr. 120; 2. der Rektor Fr. 30; 3. der Sekretär der Hochschule Fr. 15; 4. der Pedell Fr. 20; 5. die Kantonalbibliothek Fr. 35; 6. die Sektionskasse Fr. 10; Summa Fr. 230.

Bei Abweisung des Bewerbers nach der mündlichen Prüfung fallen die vier letzteren Beträge dahin.

Die Präsenzgelder werden unter die anwesenden Mitglieder der Sektion so verteilt, dass der Dekan zwei Teile, die übrigen Mitglieder je einen Teil erhalten.

II. Promotion ohne vorangegangene Bewerbung (Ehrenpromotion).

§ 26. Der Antrag zu einer Ehrenpromotion muss von einem Mitgliede der Sektion schriftlich bei dem Dekan gemacht und begründet werden.

§ 27. Der Dekan setzt die Mitglieder der Sektion von dem Antrage in Kenntnis und bestimmt den Termin für die entscheidende Versammlung der Sektion.

§ 28. Zur Fassung eines gültigen Beschlusses ist die Anwesenheit von mindestens drei Vierteln der Sektionsmitglieder erforderlich. Die schliessliche Entscheidung über den Antrag findet durch geheime Abstimmung statt. Erklärt sich dabei mehr als eine Stimme gegen die Promotion, so wird dieselbe nicht vollzogen.

§ 29. Mit Bezug auf die Bekanntmachung der Promotion und auf das Diplom finden die Bestimmungen von §§ 20—23 Anwendung. Die Kosten des Diploms trägt die Staatskasse.

§ 30. Durch gegenwärtige Promotionsordnung wird diejenige vom 18. August 1877 aufgehoben.

1. Verordnung für die Ausstellung der vom Bunde subventionirten gewerblichen Fortbildungsschulen, Handwerkerschulen und gewerblichen Zeichenkurse. (Vom Schweizer. Industrie- und Landwirtschaftsdepartement genehmigt am 5. März 1890.)

Art. 1. Auf Veranstalten des Schweizerischen Industriedepartements findet vom 14. bis 28. September 1890 eine öffentliche Ausstellung der vom Bunde subventionirten gewerblichen Fortbildungsschulen, Handwerkerschulen und gewerblichen Zeichenkurse in den Räumen des eidgenössischen Polytechnikums in Zürich statt.

Art. 2. Die Beteiligung an dieser Ausstellung ist für sämtliche Anstalten der genannten Schulkategorie obligatorisch.

Art. 3. Die Ausstellung soll eine vergleichende Übersicht über die an den einzelnen Anstalten üblichen Lehrmethoden und die erzielten Unterrichtserfolge ermöglichen. Sie ist in erster Linie für die Aufsichtsbehörden, Vorstände und Lehrer der ausstellenden Anstalten berechnet.

Art. 4. Zur Ausstellung gelangen die Arbeiten der Schüler sowohl der zeichnenden Unterrichtsfächer mit Einschluss des freien und des konstruktiven Modellirens, als auch die schriftlichen Arbeiten in den theoretischen Disziplinen. Ausgeschlossen von derselben sind die sogen. Handarbeiten der weiblichen Fortbildungskurse. Die Art und Weise der Beschickung der Ausstellung durch die Anstalten wird durch ein besonderes Reglement festgestellt.

Art. 5. Gleichzeitig mit der Schulausstellung und in demselben Gebäude ist die Sammlung von Lehrmitteln für gewerbliches Fortbildungsschulwesen der Permanenten Schulausstellung Zürich zur Darstellung zu bringen.

Art. 6. Ein gedruckter Katalog wird den Besuchern die erforderliche Wegleitung für die Schulausstellung bieten.

Art. 7. Der Zutritt zu der Ausstellung ist für jedermann frei.

Art. 8. Mit der Vorbereitung und Leitung der Ausstellung ist eine vom Schweizer. Industriedepartement bestellte Allgemeine Ausstellungskommission von 11 Mitgliedern betraut. Dieselbe besteht aus einem Vertreter des Schweizer. Industriedepartements, den fünf Mitgliedern der Expertengruppe für gewerbliche Fortbildungsschulen, Handwerkerschulen und gewerbliche Zeichenschulen, und aus je einem Delegirten des schweizer. Vereins von Lehrern an gewerblichen Fortbildungs- und Fachschulen, des schweizer. Vereins zur Förderung des Zeichenunterrichts, der ständigen Spezialkommission der schweizer. Gemeinnützigen Gesellschaft für gewerbliches Fortbildungswesen, des Zentralvorstandes des Schweizer. Gewerbevereins und aus einem Vertreter der gewerblichen Bildungsanstalten der romanischen Schweiz.

Art. 9. Die Durchführung und der Betrieb der Ausstellung ist einem aus dem Schosse der Allgemeinen Kommission vom Schweizer. Industriedepartement ernannten engern Komitee zugewiesen. Dasselbe besteht aus fünf Mitgliedern und wird präsidirt vom Vorsitzenden der Allgemeinen Kommission.

Art. 10. Die Ausstellung wird von Fachexperten, die das Schweizer. Industriedepartement auf Vorschlag der Allgemeinen Kommission ernennt, geprüft. Die Ergebnisse der Prüfung sind in Gestalt schriftlicher Berichte einerseits dem Schweizer. Industriedepartement zu übermitteln, anderseits einer auf Schluss der Ausstellung zu veranlassenden allgemeinen Konferenz von Vertretern der Behörden, von Vorstehern und Lehrern der ausstellenden Anstalten mitzuteilen und eventuell einer Besprechung zu unterziehen. Von Prämirung der ausstellenden Schulen und Schüler wird abgesehen.

128 Reglement über die Beschickung der Ausstellung der gewerblichen Fortbildungsschulen, Handwerkerschulen u. gewerbl. Zeichenkurse.

Art. 11. Frachten und Porti der Her- und Rücksendung der Ausstellungsgegenstände, die Kosten für Verpackung anlässlich der letztern, sowie alle übrigen Betriebskosten des Unternehmens bestreitet der Bund. Derselbe übernimmt jedoch keine Gewähr gegen Beschädigung oder Verlust der zur Ausstellung bestimmten Arbeiten und Gegenstände. Die Kosten für die Zurüstung und Verpackung der einzusenden Schülerarbeiten haben die Schulen selbst zu tragen.

Für die uneingeschriebenen Briefpostgegenstände bis zum Gewichte von 2 kg., welche die Mitglieder der Ausstellungskommission und des engern Komite sowohl unter sich als auch mit den ausstellenden Bildungsanstalten und vice versa wechseln, ist Portofreiheit bewilligt.

Also angenommen in der ersten Sitzung der Ausstellungskommission in Zürich, den 26. Februar 1890.

2. Reglement über die Beschickung der Ausstellung der gewerblichen Fortbildungsschulen, Handwerkerschulen und gewerblichen Zeichenkurse. (Vom Schweizer. Industrie- und Landwirtschaftsdepartement genehmigt am 5. März 1891.)

Art. 1. Die Beschickung der Ausstellung hat seitens der einzelnen Schulen in der Weise zu erfolgen, dass die Unterrichtsmethode und das erreichte Unterrichtsziel in jedem Unterrichtsfache zur übersichtlichen und klaren Darstellung gelange.

Art. 2. Zur Ausstellung dürfen nur solche Schülerarbeiten gelangen, welche nach dem 1. Mai 1889 fertiggestellt worden sind.

Art. 3. Schülerarbeiten, welche das Gepräge blosser Schaustücke aufweisen und somit dem Unterrichtszwecke dieser Schulkategorie ferne bleiben, können vom engern Komite zurückgewiesen werden.

Art. 4. Die Ausstellung ist von den einzelnen Anstalten zu beschicken wie folgt:

I. Vorbildende Zeichenfächer (Freihandzeichnen, geometrisches Zeichnen und Projektionszeichnen).

a. Jedes dieser Fächer ist durch 2—3 Lehrgänge, zusammengestellt aus den Zeichnungsblättern je eines und desselben Schülers, zur Darstellung zu bringen. Zu berücksichtigen sind hierbei Schüler von verschiedener Vorbildung und Begabung. Die einzelnen Zeichenblätter eines Lehrganges sind der Reihenfolge ihrer Entstehung nach geordnet in einen soliden und einheitlichen Umschlag zusammenzufassen. Auf dem letztern ist der vollständige Name des Schülers, dessen Beruf, Alter und Vorbildung anzugeben und sodann, wann derselbe in die betreffende Schule eingetreten ist. Ferner ist auf dem Umschlag der Name des Lehrers, dessen Berufsstellung und die Schülerzahl des Kurses (Gesamtzahl der eingeschriebenen und der am Schlusse des Kurses verbliebenen Schüler) zu verzeichnen und anzugeben, ob die Arbeiten das Resultat des Klassen- resp. Gruppen- oder Einzelunterrichtes seien und ob der Unterricht zur Tages- oder Nachtzeit stattgefunden habe. Die einzelnen Blätter endlich sollen das Datum der Fertigstellung und eine Bemerkung tragen, ob sie nach Wandtafelvorzeichnung oder nach individueller Vorlage in gleichem oder verändertem Massstabe, ob nach einem Modell oder nach Natur angefertigt wurden. Diese Lehrgänge werden auf Tischen aufgelegt.

b. Aus den übrigen Schülerarbeiten in den genannten Fächern ist für jede Disziplin ein Lehrgang von den Elementen bis zu den abschliessenden Aufgaben zusammenzustellen, dessen Zweck ist, die erzielten Unterrichtserfolge darzutun. Diese Arbeiten werden ausgehängt und es sind daher die einzelnen Blätter in der Reihenfolge zu nummeriren, in der sie ausgehängt werden sollen.

II. Technisches und berufliches Zeichnen (so viel als möglich geschieden nach den durch den Unterricht berücksichtigten Berufsrichtungen in

Zeichnen der Mechaniker und Dreher, der Schlosser, der Spengler, der Steinhauer und Maurer, der Zimmerleute, der Bauschreiner, der Möbelschreiner und Drechsler, der Tapezierer, der Dekorationsmaler, der Lithographen, der Schuhmacher, der Schneider, der Gärtner u. s. w.).

Aus sämtlichen Zeichnungen dieser Fachkurse sind mit tunlichster Berücksichtigung der einzelnen Berufsrichtungen entsprechende Jahrgänge zusammenzustellen, welche ausgehängt werden sollen. Die übrigen Blätter sind nach Berufsarten und Kursen geheftet einzusenden und werden auf Tischen aufgelegt.

Wenn für die Feststellung der Reihenfolge der auszuhängenden Arbeiten die methodische Aufeinanderfolge derselben in erster Linie bestimmend sein soll so ist dabei doch eine günstige Gesamtwirkung, die Zusammenfassung zu einem abgerundeten Bilde nach Möglichkeit zu berücksichtigen.

Jedes Blatt muss an leicht sichtbarer Stelle folgende Angaben enthalten: Name, Beruf und Alter des Schülers, Zeit seines Eintrittes in die Anstalt und den betreffenden Kurs und Angabe des Semesters, in dem die Arbeit angefertigt wurde, sodann die Bezeichnung, ob die Arbeit nach Vorzeichnung, nach Vorlage in gleicher oder abweichender Grösse, nach Modell oder Skizze, nach Natur oder nach gestellter Aufgabe und gegebenen Motiven angefertigt wurde, endlich ob sie Tages- oder Nachtarbeit und ob sie das Ergebnis des Klassen- oder Einzelunterrichts sei.

III. Freies Modelliren (in Ton, Gips und Wachs). Die Arbeiten zweier Schüler sind in Gestalt je eines einheitlichen Lehrganges in diesem Fach zur Vorweisung zu bringen.

Den Anstalten ist es überdies freigestellt, noch je eine Gruppe von den übrigen Schülerarbeiten dieses Faches auszustellen.

IV. Konstruktives Modelliren (in Gips, Holz und Metall). Aus den Schülerarbeiten dieser Kurse ist wo möglich je ein Lehrgang zusammen zu stellen und einzuliefern. In analoger Weise sind den sub III und IV genannten Arbeiten die nähern Bezeichnungen über Name, Alter und Beruf des Schülers, Zeit der Entstehung der Arbeit und spezielle Natur der Aufgabe (ob nach Modell oder Zeichnung in gleichem oder verändertem Massstabe oder nach Skizze oder ob freie Komposition, ob Tages- oder Nachtarbeit) beizufügen.

V. Schriftliche Arbeiten der theoretischen Fächer (Geschäftsaufsatz und Korrespondenz, gewerbliches Rechnen, geometrische Berechnungen, gewerbliche Buchführung, Volkswirtschaftslehre, gewerbliche Physik und Chemie, Stillehre, Zierschreiben).

Für jede dieser an einer Anstalt gepflegten Disziplinen ist, sofern in derselben schriftliche Schülerarbeiten angefertigt werden, eine Anzahl von 4—6 Schülerheften zusammengeheftet einzusenden.

Der Umschlag soll enthalten den Namen des Unterrichtsfaches und die Zahl der Schüler des betreffenden Kurses (Gesamtzahl der eingeschriebenen und der am Schluss des Kurses verbliebenen Schüler) nebst der Angabe, ob die Arbeiten nach Diktat oder nach freier Aufzeichnung der Schüler, ob in oder ausser der Schule entstanden seien. Reinschriften sind als solche zu bezeichnen.

Jedes Heft soll Name, Beruf, Alter und Vorbildung des betreffenden Schülers, sowie den Zeitpunkt angeben, wann derselbe in den betreffenden Kurs aufgenommen wurde.

Art. 5. Den Anstalten werden für alle erforderlichen Angaben einheitliche Etiquetten mit einer Anleitung für ihre richtige Verwendung gratis geliefert werden.

Art. 6. Jede Anstalt erscheint auf der Ausstellung in sich einheitlich abgeschlossen. Eine Tafel nennt ihren Namen und die zur Darstellung gelangten Unterrichtsfächer unter Hinweis auf die im Katalog gebotenen nähern Aufschlüsse betreffend Organisation und Betriebseinrichtung. Die Schulen sind, soweit immer möglich, nach den Kantonen, denen sie zugehören, zu gruppieren.

Art. 7. Den Schulvorständen steht es frei, den Schülerarbeiten gedruckte Statuten, Reglemente und Anstaltsberichte beizulegen.

Art. 8. Die Vorstände der zur Ausstellung verpflichteten Schulen haben bis spätestens den 15. Juli das Mass der nach Art. 4 erforderlichen Wandflächen dem Präsidenten der Ausstellungskommission (Herrn H. Bendel in Schaffhausen) bekannt zu geben. Das engere Komite behält sich vor, mit den Schulen eine allfällig notwendige Reduktion der gewünschten Wandfläche zu vereinbaren.

An die angegebene Adresse sind auch die sonstigen, die Ausstellung betreffenden Korrespondenzen zu richten.

Art. 9. Die Arbeiten sind zweckgemäss und sorgfältig verpackt so rechtzeitig abzusenden, dass sie bis spätestens den 4. September an dem Bestimmungsort eintreffen. Die Adresse lautet: Schweizer. Ausstellung der gewerblichen Fortbildungsschulen in Zürich, Polytechnikumsgebäude. Jeder Sendung ist ein nach den Fächern angelegtes genaues Detailverzeichnis der zur Ausstellung eingesandten Schülerarbeiten beizugeben. Überdies soll jede Kiste auf der Innenseite des Deckels ein Verzeichnis ihres Inhaltes bieten. Während der Dauer der Ausstellung dürfen ohne Genehmigung des engern Komites keine Schülerarbeiten zurückgezogen werden.

Art. 10. Der Katalog soll eine Übersicht der Entwicklung des gewerblichen Fortbildungsschulwesens in der Schweiz, sowie der gegenwärtigen Einrichtungen der einzelnen Schulen auf Schluss des Schuljahres 1889/90 darbieten. Die nähere Durchführung dieser Arbeit erfolgt nach einem von dem engern Komite dem Schweizer. Industriedepartement zu unterbreitenden und von diesem zu genehmigenden Plane.

Die Schulvorstände sind verpflichtet, diesbezügliche Formulare, die ihnen zugestellt werden, sorgfältig auszufüllen und bis spätestens den 15. Mai 1890 an die kundzugebende Stelle einzusenden.

Art. 11. Nach Schluss der Ausstellung werden die Arbeiten den einzelnen Anstalten zurückgesandt.

Art. 12. Die mit der Schulausstellung zu verbindende Lehrmittelausstellung beschränkt sich auf die Lehrmittelabteilung für gewerbliches Fortbildungsschulwesen der Permanenten Schulausstellung Zürich. Dieselbe wird möglichst umfassend Vorlagenwerke und Modelle für die zeichnenden Disziplinen und Lehrbücher, sowie eventuell Veranschaulichungsmittel für die theoretischen Unterrichtsfächer darbieten.

Im Einverständnis mit dem Schweizer. Industriedepartement kann das engere Komite Massnahmen treffen, welche eine allfällige Ergänzung dieser Sammlung zum Zwecke der Ausstellung zum Ziele haben.

Also angenommen in der ersten Sitzung der Ausstellungskommission in Zürich, den 26. Februar 1890.